

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / MAI 2020 / N°489

Dossier

Le monde d'après

Grand entretien avec

Arnaud Zacharie

**Après la crise du Covid-19 :
quels gagnants, quels perdants ?**



3 Édito

Surveiller pour délivrer, mais nous serons aussi vigilants !

SANDRA EVRARD

4 Quoi ?!

6 Grand entretien

La crise qui révèle toutes les autres crises. Environnement, démocratie, économie... Pour Arnaud Zacharie, directeur du CNCD, le Covid-19 est l'arbre qui cache la forêt. SANDRA EVRARD

14 Dossier : Le monde d'après

Plutôt que de nous apitoyer sur notre sort et attendre que ça passe, prenons le taureau par les cornes. Après le confinement, il y aura le déconfinement et puis... un retour au monde d'avant ? Pas question !



46 Libres ensemble

46 La bienveillance, une arme de choc. À utiliser sans limites.

CATHERINE HAXHE

50 Communes hospitalières : plus qu'un slogan ! Migrants bienvenus, c'est un choix sociétal. PIERRE JASSOGNE

54 « Le participatif, c'est indispensable pour changer les comportements ». Et la nature peut nous inspirer certaines pratiques. SANDRA EVRARD

58 International

60 Après la crise du Covid-19 : quels gagnants et quels perdants ? À chaque pays sa tactique de gestion de crise et son style. Pas sûr que tout cela fasse mouche partout. CYRILLE BRET

65 Laïcité en Italie : le « stress test » du Covid-19. Pays européen le plus touché par la pandémie, il s'illustre aussi par une certaine inconscience ecclésiastique. ADELE ORIOLI

68 « Il est vraiment temps de démanteler le système de prohibition ». Le Mexique planche sur une réglementation du cannabis récréatif. Et c'est pas de la tarte ! ANNE CUGNON

72 Culture

72 César Manrique, l'artiste environnementaliste qui mêlait art, philosophie à son biotope de prédilection. ACHILLE VERNE

75 Série Décolonisation du regard épisode 5. « Nous vivons dans une société d'étiquettes ». Et c'est le conteur Apollinaire Djoumou qui nous le dit ! JULIE LUONG

78 Des idées et des mots

80 Coup de pholie

Périr d'avoir raison.
VÉRONIQUE BERGEN

Édito / Par Sandra Evrard, rédactrice en chef

Surveiller pour délivrer, mais nous serons aussi vigilants !

Parmi la panoplie de mesures qui pourraient être adoptées pour permettre un déconfinement structuré et ciblé, dans un premier temps, la surveillance digitale est évoquée. Alors qu'en mars dernier, l'Europe se hérissait rien qu'à cette éventualité, un mois plus tard, l'option de ce «solutionnisme» technologique n'était déjà plus taboue. Appliquée avec un certain succès à Taïwan et en Corée du Sud, avec d'autres mesures adoptées dès le début de l'épidémie (tests à grande échelle, quarantaine stricte des malades, port de masques) pour endiguer le virus qui a plongé l'humanité dans une décroissance forcée, la surveillance de la population – et plus spécifiquement celle, via leurs smartphones, des déplacements des personnes infectées par le Covid-19 – hisserait ces deux pays au palmarès des meilleurs gestionnaires de cette crise sanitaire.

Si l'utilisation des objets connectés pour nous pister ne fait pas partie des valeurs européennes, l'on peut s'étonner que la première grosse crise venue fasse vaciller les balises de protection de nos droits fondamentaux aussi facilement. Dès le mois de mars, le principal opérateur GSM du pays avait déjà proposé de divulguer nos précieuses données afin de vérifier que notre *sweet home* constituait bien notre unique horizon. Mais de là à cartographier la population sur base de son état de santé, c'est clairement une première. Outre la question éthique ici posée, nos gouvernements auront également la lourde responsabilité du choix des partenaires avec lesquels ils mettront en œuvre le traçage électronique. Cela n'étonnera personne, Google a, par exemple, offert ses services de pointe dans un domaine où l'entreprise a déjà montré sa dextérité. La surveillance électronique et l'aspiration de données sont pratiquées lors des échanges de mails, dans le cadre de notre présence sur des réseaux sociaux comme Facebook, en accédant à nos conversations au travers des micros enfouis dans nos appareils photo, sans compter les précieuses informations multiples que nous offrons volontairement au géant américain lorsque nous cochons les petites cases qui nous ouvrent l'accès aux applications gratuites que nous employons massivement sur nos téléphones et ordinateurs.

Le traçage pour d'impérieuses raisons sanitaires ne constituerait finalement que la suite logique de pratiques déjà largement usitées. Mais dans ce contexte, l'État a le devoir, d'une part, de s'assurer de l'utilisation qui sera faite de nos données et, d'autre part, d'en définir un cadre strict respectant l'anonymat et assorti d'une fermeture des vannes une fois la crise endiguée.

Car à l'instar des lois sécuritaires adoptées après les attentats terroristes, tout en mettant régulièrement à mal la balance du respect des libertés fondamentales, il ne faudrait pas que ce nouvel état d'exception devienne la norme. Éthique et transparence doivent s'imposer dans les logiques décisionnelles qui vont affecter l'ensemble de la population. 🌱

Opinion

(R)allumons les lumières!

Quelquefois, l'histoire, la petite comme la grande, se rappelle à nous au travers de récits et d'expériences qui ne perdent rien de leur pertinence. L'écrivain Jean Lemaître pointe l'intense actualité d'un projet libertaire du passé.

«Il était une fois, au fin fond de l'Alentejo, un petit village, pas gaulois mais portugais, qui faisait de la résistance: le Vale de Santiago. Là-bas, les gens vivaient encore comme au Moyen Âge. Les latifundistes régnaient en maîtres absolus, plongeant dans une misère noire les paysans sans terres, obligés de travailler comme des esclaves, pieds nus dans les champs, le dos courbé, sous un soleil de plomb.

C'est alors que, en Alentejo, une poignée d'hommes redressèrent la tête, résolus à en finir avec cette exploitation capitaliste. C'étaient pour la plupart des autodidactes. Ils se disaient anarcho-communistes. L'anarchie, version pacifiste, fraternelle; le communisme, au sens premier du terme, le bien commun avant tout. À leur tête, Antonio Gonçalves, représentant de commerce, lui-même fils d'un humble cordonnier.

L'idée de ces hommes? Au niveau local, démontrer qu'il y a des alternatives concrètes au capitalisme tout puissant et à sa meilleure alliée, la résignation. Et ainsi, inciter d'autres à se mettre debout, en s'organisant collectivement.

Animés par Gonçalves, ces courageux décident de créer une commune, qui sera baptisée «des lumières». Ils réunissent un modeste capital, achètent quatre kilomètres carrés de terres abandonnées, au Vale de Santiago. Ils sont une quinzaine, hommes, femmes et enfants. Ils rafistolent les bâtiments en ruine. Ils sèment légumes et fruits. Et ils se lancent dans la production de chaussures artisanales de qualité, proposées aux villageois à bas prix, grâce à la mutualisation et à l'absence de profit. Dans l'enceinte de la commune, une école prend naissance, inspirée du modèle émancipateur de Francisco Ferrer. Elle accueille les gosses du coin qui y apprennent à lire et à écrire, et aussi à réfléchir de façon critique en futurs citoyens actifs. Entre les «communards» et la population locale, des liens



solidaires s'établissent. Dans tout l'Alentejo, le rouge Vale de Santiago devient un phare d'espérance...

J'oubliais de le préciser. La Commune des lumières a été fondée en 1916. C'était hier! Et aujourd'hui, cette maudite pandémie nous révèle les dysfonctionnements d'une société qui détruit l'humanité et nous ramène aux ténèbres du Moyen Âge. Dès lors, si nous reprenions nous-mêmes le cours de l'histoire là où elle a disjoncté... Et si, sur une page blanche, nous (ré)écrivions notre propre projet, futur et désirable, qui pourrait s'inspirer de la commune du Vale de Santiago?»



Jean Lemaître, «La Commune des lumières, une utopie libertaire. Portugal, 1918 », Ivry-sur-Seine, Otium, 2020.

Demande d'asile online

Pour prendre en charge les demandeurs d'asile sans exposer les agents administratifs et les migrants aux risques de contamination, la Belgique s'est tournée vers l'informatique au début du mois d'avril. Un formulaire en ligne a été mis à la disposition des candidats au statut de réfugié pour la durée de la crise du Covid-19. Ils ont été ensuite invités à se présenter à un rendez-vous fixé au Petit-Château. Le cabinet de la ministre Maggie De Block, compétente en matière de migration depuis la chute du gouvernement Michel en décembre 2018, précisait: «Les mineurs non accompagnés, les familles avec enfants, les femmes enceintes et les autres personnes malades ou vulnérables auront la priorité. Outre le rendez-vous lui-même, l'invitation contiendra également des explications sur la procédure et sur les mesures de lutte contre le nouveau coronavirus.» Si le confinement devait durer jusqu'à cet été, il n'est pas impossible que des centres de vacances et des campings puissent abriter des demandeurs d'asile. À situation de crise, mesures exceptionnelles. S'il peut paraître technocratique, le suivi informatique des demandeurs d'asile a permis de reprendre cette obligation de droit international mise un temps sur le mode pause. Mais qu'en sera-t-il lors du déconfinement ? Il n'est pas impossible que les outils informatiques mis en place restent – partiellement ou – en action, au risque d'amoinrir le contact humain pourtant nécessaire en une telle matière. (av)

Vivement le déconfinement

L'UCLouvain et l'Université d'Anvers ont mené une enquête auprès de 25 000 personnes confrontées au confinement. Résultat: un Belge sur deux souffre psychologiquement, soit 52 % contre 18 % en temps normal. Un pic est atteint chez les personnes malades (73 %). Leurs proches confessent un mal-être à hauteur de 67 %. Autre enseignement: l'impact psychologique négatif du confinement touche avant tout les plus jeunes. Dans la tranche d'âge 15-25 ans, les deux tiers des répondants assurent ressentir un mal-être. Le stress du confinement serait davantage perceptible chez les hommes que chez les femmes qui, en dépit de l'évolution de la société, vivent davantage au sein même du foyer pour une certaine proportion d'entre elles. (av)

Des stratégies contre les violences conjugales

Le 31 mars, le journal *Le Soir* expliquait que le numéro vert «Écoute Violences Conjugales» était devenu le premier, voire l'unique réseau d'aide pour les femmes qui font face à leur bourreau. Le confinement exacerbe certaines situations conflictuelles en raison de la promiscuité qu'il implique, tout en maintenant la maltraitance des femmes «à l'abri des radars». Après deux semaines de confinement, Jean-Louis Simoens, le coordinateur de la ligne d'écoute, estimait «l'augmentation des appels reçus entre 25 à 30 %». *Le Soir* rapporte des témoignages faisant état d'un stress supplémentaire lié à la quarantaine. Certaines victimes craignent d'être surprises par leur conjoint lorsqu'elles appellent les services chargés de les écouter et de les défendre. Le déconfinement apparaîtra comme une véritable planche de salut pour celles qui souffrent ainsi au quotidien. En attendant, des stratégies sont mises en place pour gérer cette situation de crise spécifique. Les pratiques des écoutants sont harmonisées et leurs outils partagés. Les victimes sont informées des mesures à prendre pour assurer leur propre protection. Rappelons que le numéro d'appel d'Écoute Violences Conjugales est le 0800/30.030. Il est gratuit, anonyme et accessible en permanence. (av)

La crise qui révèle toutes les autres crises

Ces dernières décennies, de nombreuses personnalités issues de la société civile, dénoncent l'action mortifère du néolibéralisme financier sur différents secteurs de nos sociétés. Une hégémonie difficile à combattre, mais qui contenait des failles qui se révèlent aujourd'hui massivement. C'est la théorie défendue par Arnaud Zacharie, directeur du Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11) et auteur du livre «Mondialisation et national-populisme. La nouvelle grande transformation».

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Difficile de parler de la transformation du monde sans évoquer la crise actuelle et les répercussions qu'elle pourrait avoir sur notre société. Que dit cette crise de notre société et de l'état du monde ?

La crise du coronavirus est un révélateur de toutes les crises globales qui existaient avant la pandémie, et d'abord une crise environnementale. On commence à évoquer la relation pathologique entre l'humain et l'animal, due notamment à la destruction des écosystèmes. Il s'agit aussi d'un virus qui rend l'environnement inhabitable, en tout cas inadapté pour la vie sociale. C'est à la fois une cause, mais aussi une conséquence d'une crise environnementale. Et puis, c'est une crise sociale: les plus vulnérables sont les plus touchés. Les sans domicile fixe ne peuvent pas se confiner et ne trouvent personne dans la rue pour pouvoir survivre. Les pays africains doivent faire

face à une pandémie alors que leur système de santé est très peu développé et qu'ils sont déjà asphyxiés par d'autres épidémies. Évidemment, cette crise sera aussi économique et financière, elle risque de déboucher sur une récession pire qu'en 2008. Tout cela survient dans un contexte particulier où, autant avant 2008, peu avaient prédit la crise, autant en 2019 tout le monde – y compris le FMI (Fonds monétaire international) ou l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) – nous mettait en garde contre une crise financière mondiale. Le choc économique n'arrive pas dans un contexte très stable, il suffisait d'un élément déclencheur.

On ne s'attendait pas à ce que ce déclencheur soit un virus, mais le terrain était-il là ?

Tout à fait. Les dettes privées sont telles qu'elles étaient juste soutenues par les



© J.-L. Wertz

Il existe une opportunité énorme de restructurer différents secteurs pour qu'ils soient en phase avec les objectifs climatiques et environnementaux, créant de nouveaux types d'emplois.

taux d'intérêt à zéro. Maintenant que les usines ont dû arrêter leurs activités, cela précipite la crise de la dette des entreprises, par exemple. Cela révèle aussi la crise démocratique, parce que pour venir à bout de la pandémie, on

doit multiplier les états d'urgence et fermer les frontières, ce que même le plus radical des nationalistes autoritaires n'aurait pas osé rêver. On le voit avec Bolsonaro, au Brésil, ou Orbán en Hongrie, c'est une réelle opportunité

pour pérenniser cet état d'urgence, cela doit nous motiver à prendre les choses en main. Certains font le parallèle entre ce qu'il faudrait faire face à une crise climatique et la crise actuelle face à la pandémie; en réalité, l'une des différences fondamentales, c'est qu'avec la pandémie, il nous faut réagir dans l'urgence, alors que concernant la crise climatique, on en parle avec suffisamment de recul pour pouvoir s'organiser. Par contre, on constate que si l'on ne prévient pas les problèmes, il devient impossible de prendre des décisions de manière démocratique; cela entraîne donc des dérives autoritaires que l'on voyait déjà poindre, avec la montée du national-populisme.

C'est une crise de la mondialisation, basée sur la mobilité. La moitié de la planète est confinée. C'est aussi une crise au niveau de la coopération internationale, dans laquelle on constate une addition de mesures nationales désordonnées, et dans certains pays comme l'Espagne, la Belgique ou l'Allemagne, c'est même régional... Finalement, cette crise du Covid-19 vient révéler toutes ces crises et pourrait même déboucher sur une crise plus vaste de civilisation. En effet, quand on regarde l'histoire des grands bouleversements, on constate qu'ils sont souvent accompagnés de pandémies. On parle beaucoup de la grippe espagnole de 1918: après la Première Guerre mondiale, son épidémie avait donné le coup d'envoi de la grande transformation de l'entre-deux-guerres qui avait débouché sur la montée du totalitarisme. Si on remonte dans le temps, l'origine de la crise terminale du système féodal a été la peste noire

qui a décimé la moitié de la population européenne. Et plus loin encore, c'est aussi la peste antonine cette fois, qui a fait des ravages au II^e siècle et favorisé la chute de l'Empire romain. Finalement, il n'est pas nouveau dans l'histoire de voir une pandémie bouleverser l'ordre établi.

On pressent que les leaders peu orthodoxes comme Bolsonaro, Trump ou Orbán risquent en effet d'accentuer leur autoritarisme, mais cette crise ne constitue-t-elle pas aussi l'occasion de mettre en lumière leur folie et leur inefficacité?

Tout à fait. La thèse de mon livre était que la crise de la mondialisation néolibérale a en fait entraîné deux forces contestataires totalement opposées: le national-populisme au niveau nationaliste et conservateur, mais aussi le *Green New Deal* au niveau internationaliste et progressiste. Cette crise du coronavirus exacerbe cette polarisation avec ceux qui, comme Trump, Orbán ou Bolsonaro, voient cela comme une opportunité de développer encore plus leur agenda national-populiste; mais on sait aussi que pour éviter une récession mondiale, voire une dépression, il faudra dépenser des milliers de milliards d'euros pour éviter le crash du système. Or, avant cette pandémie, on parlait beaucoup du *Green Deal* en Europe, mais avec un manque de financement parce qu'on restait dans une logique d'austérité et une absence de volonté politique permettant de mobiliser les moyens pour y parvenir. Or ici, ces moyens sont mobilisés. Donc, soit l'on parvient

à canaliser ces fonds vers le *Green New Deal* pour sortir de la crise par le haut, en saisissant l'opportunité de mettre en œuvre cette transition écologique et sociale qui réglerait en réalité les crises globales révélées par la pandémie, soit on répètera les erreurs de 2008, en dépensant beaucoup d'argent pour restaurer un système insoutenable. Ensuite, on fera payer ces décisions aux classes moyennes, aux classes populaires, par des politiques d'austérité qui vont de nouveau faire le lit du national-populisme. Maintenant, c'est la manière dont va être gérée cette crise qui va déterminer l'avenir politique de chaque gouvernement, qu'il soit progressiste ou conservateur, qu'il défende le national-populisme, la mondialisation néolibérale ou le *Green Deal* : la sanction sera la même. Les citoyens sont en situation d'insécurité, ils attendent de leur État, de leur gouvernement, qu'il réponde à l'urgence et évite le pire. Les prises de position assumées qui n'étaient pas les bonnes risquent d'être évidemment sanctionnées. En novembre auront lieu les élections aux États-Unis, on se dit que les Américains vont finir par ouvrir les yeux ! Néanmoins, le risque est qu'en grandes périodes de tensions, l'État autoritaire gagne souvent en légitimité. Si l'on prend le cas de l'Italie, pays d'Europe le plus touché, l'économie est complètement à l'arrêt, alors qu'il s'agissait de la troisième économie de la zone euro. Et que constate-t-on ? Que pas plus tard qu'hier, Salvini et les néofascistes ont enregistré un record de près de 15 % dans les sondages ! Cela signifie que l'on pourrait voir des

gouvernements démocratiques définitivement disparaître de la surface politique du pays et être remplacés par des forces nationales-populistes. On risque donc d'assister à de grands bouleversements, et le choc de l'opinion publique pourrait aussi entraîner une prise de conscience salutaire.

Au niveau européen, des décisions inédites ont été adoptées, avec la mise en pause du Pacte de stabilité et des critères de Maastricht, jusqu'ici affirmés comme incontournables. Repartir sur ces anciens critères sera-t-il possible, une fois la crise dépassée ?

Selon moi, ce Pacte de stabilité doit être définitivement réformé. Mais ne nous leurrions pas : il y a des forces politiques qui défendent majoritairement un retour à la normale le plus vite possible, donc un retour à des politiques d'austérité. Les États membres vont avoir des déficits qui atteindront sûrement 10 % du PIB. En fait, c'est contraint et forcé que le cadre a explosé. L'Allemagne qui abandonne l'équilibre budgétaire : c'est un geste important, mais si elle n'avait pas changé son fusil d'épaule, cela aurait eu des répercussions sur ses exportations. Maintenant, l'Union européenne sera-t-elle capable d'être solidaire, non seulement pour enrayer la pandémie, mais également pour éviter une rechute de type 2010-2011 ?

Est-ce que, structurellement, repasser vers un modèle d'austérité peut fonctionner ?

C'est possible, et c'est justement ce raisonnement-là qui pousse certains à dire que si l'on dépense plus

qu'en 2008, il faudra plus d'austérité qu'après 2008. Au niveau de la zone euro se pose également le problème des écarts des taux (*spreads* en anglais), c'est-à-dire que les pays les plus faibles doivent payer une prime de risque sur leur taux d'intérêt, alors que les pays les plus forts ont des taux d'intérêt très faibles, voire négatifs. Et si l'on place l'Italie et l'Espagne dans le rôle de la Grèce, alors que l'Italie pèse dix fois plus que la Grèce, la zone euro ne va pas survivre à une répétition de ce scénario-là. Il existe évidemment des compromis, par exemple les «eurobonds» dont on parlait déjà après 2008 pour mutualiser les dettes et éviter ces *spreads*. La Banque centrale européenne pour-

rait aussi financer, monétiser cette dette, pour qu'elle n'existe pas, ou dans un deuxième temps effacer les créances des banques centrales nationales. Si toute une série de mesures hétérodoxes sont connues, on n'en a pourtant jamais parlé parce qu'on prônait l'orthodoxie néolibérale. Mais selon moi, ces mesures sont maintenant absolument nécessaires, elles pourraient éviter les politiques d'austérité aveugles.

Même Jacques Delors est sorti de son silence avec cette phrase : « Le climat qui semble régner entre les chefs d'État et de gouvernement, et le manque de solidarité, font courir un danger mortel à l'Union », il dit « le



Cette photo prise le 9 avril 2020 montre l'artiste muraliste Ray Andree posant devant son œuvre quelque part à l'ouest de Java. Une allégorie du risque, très imagée.

microbe est de retour». Qu'en pensez-vous ?

C'est tout à fait ça, à côté du coronavirus, on a un autre virus que l'on connaît depuis plusieurs années qui est le national-populisme, le repli identitaire souverainiste. Autant aux Etats-Unis, l'impact de la crise économique vu le manque de système de protection sociale, le financement massif des entreprises par la Bourse, rend vulnérable l'économie américaine, autant en Europe, nous avons plus d'atouts pour faire face à ce type de crise grâce à ce que l'on appelle les stabilisateurs automatiques, c'est-à-dire la sécurité sociale, le chômage partiel, etc. Ce qui pose problème, c'est la division de la Fédération d'États nations et des gouvernements.

C'est clair, il suffit de voir le discours de Macron qui faisait l'éloge de l'État providence début avril, on était tous à réécouter trois fois pour voir si on avait bien compris son discours. Mais il faut être attentif à ce qui va se passer, car il ne faudrait pas que ce que l'on appelle l'État providence devienne l'État pompier, à la rescousse du système capitaliste quand il est au bord du gouffre, en socialisant les pertes pour ensuite privatiser les profits. On a déjà vu ce film-là à plusieurs reprises. L'enjeu c'est de restaurer véritablement l'État providence parce que si nous sommes tous confinés aujourd'hui, c'est qu'il n'y a pas assez de places dans les hôpitaux et que l'on craint que le système de santé soit asphyxié, alors qu'il a subis des plans

d'austérité depuis de nombreuses années.

Dans certains pays, on observe une revalorisation de l'État-providence dans les discours, est-ce positif ?

C'est clair. Mais il ne faudrait pas que ce que l'on appelle l'État-providence devienne un État pompier, à la rescousse du système capitaliste quand il est au bord du gouffre, en socialisant les pertes pour ensuite privatiser les profits. On a déjà vu ce film-là. L'enjeu, c'est de restaurer véritablement l'État-providence. Si nous sommes tous confinés aujourd'hui, c'est qu'il n'y a pas assez de places dans les hôpitaux et que l'on craint que le système de santé soit asphyxié, alors qu'il subit des plans d'austérité depuis de nombreuses années.

Maggie De Block est fort attaquée dans sa gestion du système de santé, on voit dans toutes ses interventions qu'elle reste figée sur ses réformes.

Maggie De Block est typiquement le genre de personnalité politique qui ne va pas survivre à cette crise politique : la manière dont elle l'aborde est catastrophique. Le feuilleton des masques qui n'arrivent pas, où l'on se fait rouler par des Turcs, par des Chinois, c'est de l'amateurisme grave qui s'ajoute à l'imprudence des années précédentes. Quand on est imprudent en amont et que l'on est incapable de gérer l'urgence, finalement, on ne peut sortir de là qu'avec une image d'incapable. De surcroît, elle en rajoute par ses sorties idéo-

logiquement très orientées. C'est le genre de destin qui risque d'être fatal pour des décideurs politiques.

Dans votre livre, vous revenez sur ces bulles qui se répètent : en quoi est-ce aujourd'hui différent de 2008 ?

Tout ce que l'on a fait en 2008, c'était de restaurer le *business as usual*. Donc, forcément, les mêmes causes ont entraîné les mêmes effets et de nouvelles bulles financées par l'endettement insoutenable se sont créées. Comme je l'écris dans mon livre, la question n'est pas de savoir si une nouvelle crise financière va subvenir, mais quand ? Aujourd'hui, on a la réponse parce que le système n'a pas eu le temps d'aboutir à ses propres contradictions, c'est-à-dire que les taux d'intérêt n'ont pas eu le temps de monter pour faire éclater les bulles du fait de l'endettement devenant insoutenable. C'est le choc économique du coronavirus qui a créé l'étincelle sur le baril de poudre de l'économie mondiale. Contrairement à 2008, c'est un choc économique qui entraîne une crise financière alors qu'en 2008, c'était une crise immobilière et bancaire qui avait entraîné une crise économique. Mais le fait que ce choc économique survienne dans un contexte d'instabilité peut déclencher une crise financière aussi grave, voire plus grave qu'en 2008, car le choc est ici mondial. *Grosso modo*, ce dernier a déclenché les mécanismes pour que les bulles éclatent, et donc que les marchés boursiers et obligataires s'effondrent, et que les banques centrales et les États soient obligés de sortir la lance à incendie.

La crise sanitaire peut-elle en sauver une autre : la crise environnementale ? Ou serait-ce crier victoire trop vite ?

Les environnementalistes ont peur que ce que l'on appelle l'effet rebond, dopé par les milliers de milliards d'euros de relance budgétaire, fasse finalement plus de mal que de bien. On peut aussi espérer que le plan du *Green Deal* adopté en décembre 2019, mais qui manquait de financements, le soit à présent par miracle.

D'où viennent ces fonds ?

Pour l'instant, ils viennent des États qui creusent les déficits publics au lieu d'accumuler des excédents comme on le fait depuis 2008 avec les politiques d'austérité ; mais ils viennent également des banques centrales qui injectent en ce moment des milliers de milliards de dollars pour sauver le système financier ; elles ont aussi les capacités de financer directement les États, voire d'annuler leurs dettes monétaires. Ce dont on parlera aussi dans quelques semaines, c'est du « drone monétaire » ou « monnaie hélicoptère » : plutôt que de faire en sorte que la Banque centrale européenne prête de l'argent aux banques pour que ces banques les prêtent aux ménages et aux entreprises, c'est elle (la BCE) qui financerait directement les entreprises et les ménages. Chaque citoyen pourrait recevoir 1 000, 2 000 ou 3 000 euros de monnaie hélicoptère, afin d'augmenter la masse monétaire en circulation, à la différence d'un État qui utilise son budget, donc de l'argent préexistant, et crée des déficits et des dettes.

C'est donc une forme de keynésianisme ?

C'est du keynésianisme radical, presque du keynésianisme thérapeutique pour ramener à la vie un système qui est dans une crise déflationniste, en quelque sorte au bord de l'AVC. Soit l'on canalise cette manne financière vers le *Green Deal*, vers les énergies renouvelables, la technologie, la mobilité durable, soit l'on sauve les acteurs traditionnels sans aucune condition comme en 2008. Mais ensuite, nous n'aurons plus que nos yeux pour pleurer. Il existe une opportunité énorme de restructurer ces secteurs pour qu'ils soient en phase avec les objectifs climatiques et environnementaux, créant de nouveaux types d'emplois. Opter pour l'économie circulaire et relocalisée serait plus efficace pour la sécurité d'approvisionnement, mais nous permettrait aussi d'être plus soutenables d'un point de vue environnemental, d'avoir une économie plus stable, de relocaliser des emplois dans toutes les filières du recyclage, donc de canaliser les moyens dans la transformation à long terme de l'économie. On pourrait utiliser l'urgence à court terme au profit de la transformation à long terme de nos économies. Sinon, tout cet argent sera dilapidé pour restaurer une économie insoutenable.

Est-ce que la critique du système néo-libéral n'est pas plus facile à faire passer dans l'opinion publique aujourd'hui ?

Je pense que c'était déjà le cas depuis 2008, mais personne ne se présente

comme néo-libéral par contre tout le monde applique des politiques néo-libérales sans le dire ou sans l'avouer.

S'il y a une masse critique de personnes qui se rallient autour d'une autre conception du monde, le point de basculement serait-il là, finalement ?

Exactement, c'est ce que Gramsci appelait l'hégémonie culturelle. Durant les Trente Glorieuses, le *New Deal* social-démocrate était appliqué, que l'on ait un gouvernement de gauche ou de droite. C'est ça, une hégémonie culturelle, c'est avoir une pensée tellement dominante que même les alternances au pouvoir ne changent pas les idées et les fondements de ces politiques. De nouveau, il faut être prudent, mais il est possible que ce soit l'avènement définitif de la mondialisation néolibérale. Mais qu'est-ce qui va la remplacer ? Ceux qui y sont prêts au niveau politique, c'est le national-populisme. Et toutes les mesures autoritaires, souverainistes, nationalistes, que l'on est contraint de prendre dans le cadre de la crise du coronavirus, il suffirait pour ces forces politiques de les pérenniser. Raison pour laquelle il ne faut pas minimiser le risque que la nouvelle hégémonie culturelle soit plus autoritaire, plus identitaire, plus nationaliste. Le *Green New Deal* qui est aussi défendu par une partie des démocrates aux États-Unis, et plus largement par les Nations unies, peut contrecarrer cette tendance, mais il manque une homogénéité dans les forces politiques qui pourraient le porter. Pour l'instant. 🌱



Arnaud Zacharie, « Mondialisation et national-populisme. La nouvelle grande transformation », Bruxelles, La Muette/Le Bord de l'eau, 2020, 352 p.

Le monde d'après





Depuis la fin du XIX^e siècle, nous vivons dans un monde qui s'est construit autour d'un dogme : celui du capitalisme et de la croissance économique. Si celui-ci a certes permis un certain développement de nos sociétés, il a également enrayé la possibilité d'offrir un modèle alternatif et, donc, un contrepouvoir vraiment effectif.

Pourtant, force est de constater d'abord que ce modèle s'est essoufflé mais surtout qu'il crée le malheur d'une large partie de la population mondiale (au niveau de l'accès aux soins de santé, au travail, au bien-être, à la créativité, aux dimensions diverses qui constituent un être humain).

Aujourd'hui, le monde est bouleversé par une gigantesque crise qui aura un impact planétaire. Mais qui peut aussi devenir un rendez-vous avec l'histoire pour changer le monde... Et vous, dans vos professions, vos univers spécifiques, que changeriez-vous ? (se)

À la recherche de nos milieux perdus

Dans ce monde globalisé, les divers biotopes dans lesquels évoluent les êtres humains se mélangent, perdent souvent de leur spécificité, réseautent... en général virtuellement. Alors, quand un grain de sable s'introduit dans la mécanique huilée, les paramètres périlicent. Avec une question au bout du compte : devons-nous continuer à réparer les pannes récurrentes du système ou nous faut-il en imaginer un nouveau ?

Par Guillaume Lejeune
Animateur philo - CAL/Charleroi

À l'heure où l'on est tenté de sombrer dans la peur médiévale d'une fatalité sans nom, il importe, si l'on se veut humaniste, de déterminer la part qui revient à l'homme dans ce qui arrive. Apparaissent alors, à l'origine de la crise sanitaire du coronavirus, d'une part un empiètement sur les biotopes restés sauvages (l'agrobusiness nécessitant toujours plus de terres à exploiter) qui a libéré des agents pathogènes nouveaux, et d'autre part une organisation de la mondialisation qui, à travers des moyens de communication de plus en plus denses, a propagé rapidement le fléau à l'échelle mondiale.

À cela, les gouvernements ont apporté une réponse temporaire : le confinement. Mais sur le long terme, n'est-ce pas là l'occasion de tirer les leçons de ce qui nous arrive et de reconfigurer le futur sous d'autres auspices que ceux d'un capitalisme délétère ?

Redécouverte de nos milieux

Le confinement mis en place par les gouvernements locaux en réponse à la pandémie a reconnecté les gens avec leur milieu, faisant apparaître la précarité de certains d'entre eux, comme les prisons ou les maisons de repos. Ces lieux sont en quelque sorte des « hétérotopies »¹, des microcosmes séparés du monde, dans lesquels, privés des visites que l'on reçoit de l'extérieur, nous peinons à ne pas tourner en rond.

Le recentrement sur un chez-soi est également pénible quand on est démuné et *a fortiori* quand on ne dispose pas vraiment d'un lieu qui nous appartienne. Le virus a ainsi eu un effet révélateur sur la qualité de vie dans certains foyers. Pensons au *burn out* parental ou aux appels pour violences conjugales qui ont fortement augmenté ces derniers temps.

¹ Michel Foucault, « Des espaces autres », conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967, dans *Architecte, Mouvement, Continuité*, n° 5, 1984, pp. 46-49.

L'expérience du confinement est toutefois variable, un recentrement sur son milieu n'étant pas toujours vécu négativement. Nombreux sont ceux qui ont redécouvert leur jardin ou leur voisinage.

De nouveaux repères

On a vu naître des élans de solidarité et une remise en question de ce qui est essentiel. Les coopératives alimentaires proposant des circuits courts ont été massivement investies par des personnes qui, sorties de la routine du quotidien, ont pris conscience de l'importance des modèles alternatifs à la grande distribution et aux géants de l'agroalimentaire. On a redécouvert la gratuité et l'incalculable. On s'est réinventés en dehors du carcan de l'*homo œconomicus*. On a tenté de nouvelles expériences: l'école à la maison, une cuisine plus responsable, un retour à la simplicité, etc. De façon

générale, nos habitudes ont changé. La mise en place du télétravail et la régulation des déplacements ont réduit des trajets parfois bien superflus, avec un effet immédiat sur la qualité de l'air.

Cependant, si la situation a libéré du temps pour certains, d'autres ont fait face à un surcroît de travail, rendu particulièrement pénible du fait d'une suite de choix politiques hasardeux.

L'épreuve du confinement a ainsi révélé la fragilisation de nos démocraties, la limite des scrutins en matière de décisions complexes et l'affaiblissement de l'État social en ce qui concerne la politique des soins de santé, la transition écologique ou encore l'éducation (pensons ici au secteur culturel qui, faute de financements suffisants, est soumis au diktat de l'audimat et peine à être véritablement créatif et formateur).



En bref, c'est un peu comme si on redécouvrait les divers milieux humains constituant notre monde. Ces derniers auraient été gommés par une recherche individuelle de profit au sein d'un système qui, fonctionnant sur le modèle d'un réseau, aurait homogénéisé les différences.

Rebondir ou replonger ?

Mais cette redécouverte des milieux pourrait-elle être plus qu'une parenthèse dans le système capitaliste ? Pourrait-on rendre durables certaines de nos habitudes contractées en cette période particulière ? Sous prétexte de l'urgence de la relance économique, il y a fort à parier que les turbines de l'économie de marché se remettent à tourner à plein régime et que l'homme d'aujourd'hui retombe très rapidement dans ses vieux travers.

Peut-on néanmoins sacrifier la « résilience » avec son environnement à une logique de réseaux de production et d'échanges ? Doit-on se résoudre à observer un balancement entre ces deux logiques ? On en constate en tout un cas dans la situation actuelle. La déprédation de l'environnement a libéré des agents pathogènes qui ont quitté leur milieu pour se répandre dans le monde, révélant la structure en réseau de l'organisation mondiale, mais aussi, au niveau local, les différences qualitatives entre milieux humains.

De la permanence des réseaux

Le retour forcé au foyer dû aux mesures de confinement s'est alors

accompagné d'une contrepartie, le recours massif aux réseaux sociaux, attestant que le passage du paradigme d'une logique du milieu humain à une logique des réseaux sociaux était ancré au plus profond de tout un chacun. À défaut d'un accès réel à notre cercle de connaissances, nous restons en effet actifs, pour la plupart, sur les « RS ». Le fonctionnement de ceux-ci n'est pourtant pas anodin quand il est massif ou quasi exclusif. Les Twitter, Facebook et autre Instagram sont régis par des algorithmes qui privilégient les informations en accord avec nos attentes. De la sorte, s'ils sont utilisés dans un but informatif, ils sclérosent plus notre vision des choses qu'ils ne l'élargissent. Il s'ensuit qu'ils nous rendent particulièrement vulnérables aux *fake news*. Ils nous donnent l'impression d'être connectés au monde, mais la vision qu'ils en donnent est celle d'une humanité simplifiée, celle d'un système homogène fonctionnant à grande échelle et oblitérant les différences de milieux.

Préserver l'humain

Plus que jamais, il importe de (re)penser les médiations entre l'individu et le monde globalisé à défaut de quoi le conformisme videra l'homme de sa substance. Face à un capitalisme qui réseautage plus qu'il ne raisonne, tout un chacun – qu'il soit acteur de la culture, politique ou représentant de la société civile – est invité, à l'instar des auteurs de ce dossier, à instituer un espace de réflexions et de réglementations visant à préserver l'humain et ses milieux divers. ♣

Un retour vers l'humain, dans toutes ses dimensions

L'«*homo œconomicus*» domine l'injonction donnée à notre condition d'être humain depuis plus d'un siècle. Il est pourtant évident que nous ne nous réduisons pas à cela. L'humain pensant, sensible, créatif, spirituel pour certains, que nous sommes, semble être passé au second plan. Et si cela n'était pas inéluctable ?

Par Paul Jorion
Anthropologue

À l'heure où j'écris ces lignes, 4 632 personnes sont mortes en Chine du Covid-19. Parallèlement, toujours en Chine, 53 000 vies ont été épargnées, dont celles de 1 400 enfants, du fait de la baisse de la pollution résultant de la paralysie de l'activité économique.

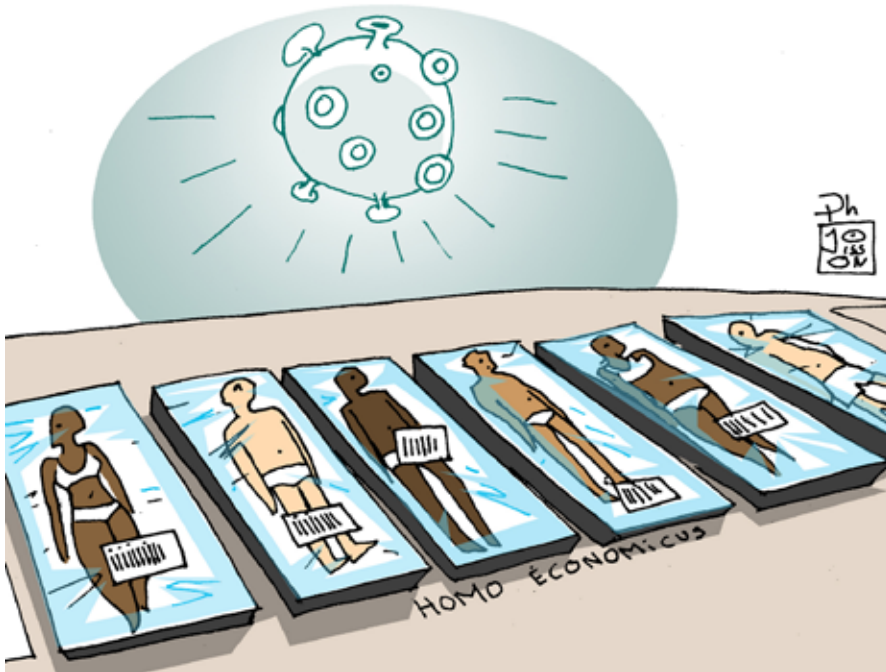
Au même moment, des compagnies américaines obtiennent des dérogations aux lois de protection de l'environnement, autrement dit le droit de polluer davantage, en raison du caractère «*exceptionnel*» des circonstances : par conséquent, davantage de morts causées par la pandémie justifieront davantage de morts dues à la pollution.

Les paradoxes ne s'arrêtent pas là : des sans-abri sont verbalisés pour leur présence dans la rue malgré les consignes de confinement. Des prisonniers mettent en bouteille du gel désinfectant auquel ils n'auront pas accès parce qu'il contient de l'alcool. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán classe dans la même catégorie coronavirus et migrants, «*parce qu'ils se déplacent*». Pour repérer les malades, nos pays

recourent aux méthodes de surveillance qui n'étaient utilisées jusqu'ici que pour suivre à la trace les criminels les plus dangereux. Voilà le monde de paradoxes dans lequel nous sommes aujourd'hui plongés. Un monde déstabilisé qu'il ne tient qu'à nous de pousser dans la bonne direction... Encore faut-il que l'urgence parvienne à nous extraire de notre torpeur, assimilée par ceux que le *statu quo* satisfait à une «*servitude volontaire*» de notre part. Alors que nous savons pertinemment que ce sont uniquement les préoccupations pressantes de la vie quotidienne qui nous interdisent de «*prendre de l'altitude*», et d'être pleinement conscients que nous sommes non seulement au cœur du maelström mais aussi de la Matrice.

La «normalité» en question

Les appels que nous lançons en direction de nos dirigeants se multiplient, allant en deux sens opposés : «*Faites que la situation qui s'installe ne soit que provisoire !*» et «*Faites que la situation qui s'installe se per-*



pétue, parce qu'elle n'est en réalité que le retour à ce qui devrait être la norme!». La première famille de ces appels parle des libertés individuelles, dont chacun conçoit aisément que l'intérêt général en ce moment justifie leur restriction en raison d'un impératif d'isolement. Mais nous sommes conscients de l'«effet de cliquet» : la difficulté de revenir en arrière parce que de nouvelles mesures liberticides se combinent de façon inextricable avec celles déjà en place.

La seconde famille de ces appels met l'accent sur le caractère crucial pour la vie de tous les jours, de l'intérêt général placé au premier plan et dont l'État-providence est le principal instrument de mise en œuvre. Ce qui est souligné par cette contradiction apparente entre échapper au plus vite à notre nouvelle normalité et faire d'elle le

nouveau cadre du quotidien ordinaire, c'est que dans un système socio-économique déséquilibré parce qu'excessivement inégalitaire, la liberté se présente sous deux formes : celle du touts ensemble, et celle de quelques-uns seulement au détriment de tous les autres. Deux libertés : celle de la biche au fond des bois, que chacun plébiscite, face à celle du renard dans le poulailler, qui dégoûte tout le monde.

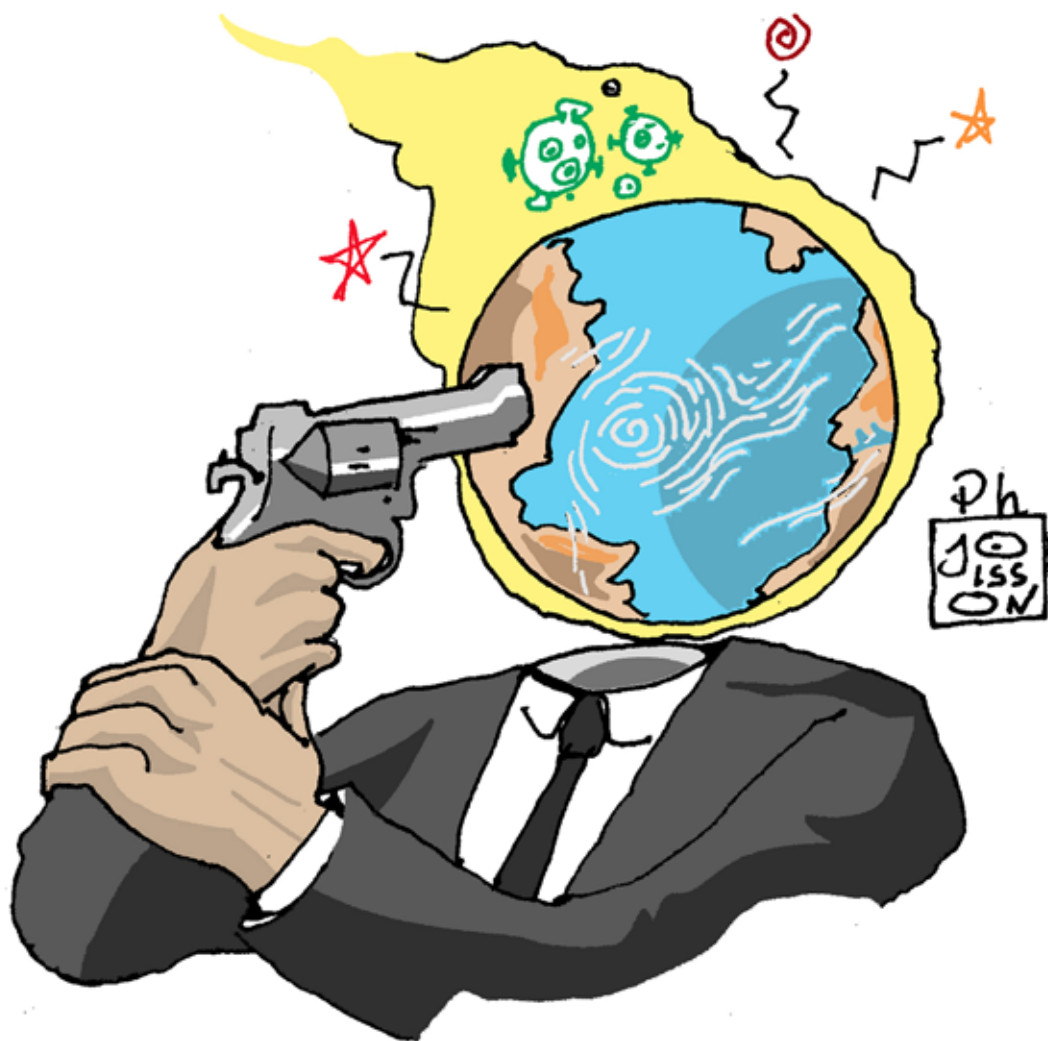
Apparaît ainsi en pleine lumière à quel point un souci auquel les dirigeants de nos nations avaient été sensibles des années 1930 jusqu'aux années 1960, s'est aujourd'hui effacé de leur horizon : faire en sorte que le ressentiment ne gonfle pas dans une partie importante de la population, que chacun se déclare suffisamment heureux dans sa condition pour aller vaquer à ses affaires, le cœur léger. Ce sont les coups

de boutoir de l'ultralibéralisme qui ont fait disparaître ce souci des préoccupations des dirigeants nationaux, dont l'ignorance rend pourtant, au bout d'un moment, une nation ingouvernable.

Bousculer le rapport de force

Le prix à payer pour un tel dédain envers les préoccupations profondes de la population s'était déjà révélé avant

même le début de la pandémie dans des éruptions du type jacquerie, comme le mouvement des Gilets jaunes, ou le soutien qu'apportent des citoyens désorientés aux revendications «populistes». Cette forme malhabile de contestation, si elle est révélatrice du mécontentement, désigne stupidement comme responsables des malheurs qui nous touchent, des minorités plutôt que les structures véritablement en cause; la xénophobie remplaçant une



analyse des causes aux yeux de celui ou de celle pour qui le mécanisme réel apparaît trop complexe ou à qui son existence est soigneusement cachée.

Ce qui rend odieuse et intolérable la liberté du renard dans le poulailler, c'est le rapport de force qu'elle trahit : le sous-entendu d'un «malheur aux vaincus» qui serait la loi d'airain de nos sociétés, et à propos duquel il n'y aurait rien à contester : ce serait là «la dure réalité des choses». Et c'est sur cela que nous devons dès maintenant, bien avant que la crise causée par la pandémie ne touche à sa fin, concentrer nos regards : les rapports de force. Car la question n'est pas que nous ignorions quelle société nous souhaitons – nous le savons. Ce que l'on est en droit de se demander, c'est si le rapport de force à la sortie de la crise sera le même qu'aujourd'hui... ou sera pire : en effet, le système (dont nous ne voulons plus depuis longtemps en réalité) a l'art d'utiliser les plus démunis comme ses boucliers vivants. Si bien qu'à chaque sortie de crise, le rapport de force est plus défavorable encore à ceux qui prônent la «bonne vie», plus favorable encore à ceux qui veulent que ce soient les choses qui dominent les êtres. À ceux pour qui, comme l'exprime Donald Trump : «Gagner de l'argent est plus important que d'être en vie.» Son raisonnement – si l'on peut dire – étant : «Plutôt le suicide que d'être privé de la possibilité d'amasser une fortune.»

Tirer les leçons, mais avec qui ?

«Everybody knows that the good guys lost», dit une chanson fameuse du regretté Leonard Cohen : «Tout

le monde sait que les gentils ont perdu». Cela semble bien être aujourd'hui «la loi de la jungle» qu'évoquait Kipling. Comment faire pour qu'il en soit autrement ? Rien n'est garanti d'avance, mais le premier geste est en tout cas de prendre au mot nos politiciens affirmant, avec des trémolos dans la voix, avoir compris leurs errements du passé. Il faut que nous soyons désormais unis parce que l'on ne peut pas bâtir une société où la plupart ruminent leur rancœur du fait de telle ou telle injustice. Enregistrons leurs paroles et rappelons-leur qu'ils les ont dites, et cela sans attendre qu'ils se renient, parce qu'il serait alors trop tard. Il nous faut le leur rappeler sans relâche. Souvenons-nous de la leçon de l'hiver 2008, quand il nous fut dit : «Tout s'arrange : le crédit repart !», tandis que ce n'était pas le crédit qui devait repartir mais un pouvoir d'achat fondé sur un salaire en hausse et non sur de nouvelles reconnaissances de dette consenties à la banque.

Que n'entend-on pas dire à propos de la crise des *subprimes* ? «Pourquoi n'en avons-nous pas tiré les leçons ?» Or, en réalité, nous n'avons rien à nous reprocher : nous avons bel et bien tiré les leçons de la crise, nous n'ignorons rien de ce qui s'est véritablement passé. La question n'est pas là. Notre malheur est que ceux qui décidèrent de ce qui se passerait ensuite ne furent pas ceux qui avaient tiré les leçons de la crise. C'est là une autre loi de la jungle : «Ceux qui décident ne sont pas ceux qui savent.» Dit autrement :

ceux qui décident ont retenu, parmi toutes les leçons, la seule qui les intéresse : faire en sorte qu'à chaque crise, reste d'application le vieux principe de « privatisation des bénéfices, socialisation des pertes ».

L'État-providence, pas un luxe !

Un principe que nous pouvons d'ores et déjà mettre en avant, tant il s'impose par son évidence, est que l'État-providence n'est pas un luxe à mettre en œuvre seulement « quand la croissance est au rendez-vous ». Nous aurions accepté comme une vérité intangible cette baliverne selon laquelle notre bonheur dépendrait de comptes d'apothicaires sur les coûts plutôt que de la réalisation d'objectifs essentiels. Non : inscrivons l'État-providence dans la Constitution, et faisons de son fonctionnement le pivot autour duquel tout le reste doit s'articuler. Tout : y compris les bonus des patrons. Tout : y compris les dividendes accordés par les entreprises. Tout : y compris les *stock-options* et les voitures de fonction de la direction.

Imaginons même un instant que nous l'emportions. Ce ne serait alors que dans un paysage de désolation qui aurait permis que le rapport de force ait enfin – à la surprise générale – basculé en notre faveur. Qu'est-ce qui aurait rendu la chose possible ? Notre horizon dévasté à tel point que les plus grosses fortunes – pudiquement appelées aujourd'hui « les marchés » – n'auraient pas eu d'autre choix que de jeter l'éponge. Nous aurions gagné

mais nous serions entourés d'un champ de ruines.

Qu'à cela ne tienne : marquons des points sans plus tarder. Interdisons la spéculation comme c'était le cas dans la loi belge jusqu'en 1867 (en 1860 en Suisse, en 1885 en France), qui prohibait « les paris faits à la hausse ou à la baisse sur le prix des titres financiers ». Rétablissons notre droit démocratique de rédiger les règles comptables, un pouvoir aujourd'hui entre les seules mains des plus grosses entreprises et de leurs firmes d'audit. Celles-ci décrètent arbitrairement que les salaires sont des « coûts » pour l'entreprise, au contraire des bonus de la direction et des dividendes des actionnaires qui sont des « parts de bénéfice »... Alors que chacun sait que « les bénéfices doivent être les plus gros possible et les coûts aussi minuscules que l'on puisse imaginer » (c'est là en réalité le premier article – occulte – de notre Constitution). Enfin, tirant les leçons de la mécanisation, de l'automatisation, de la robotisation, et des progrès de l'intelligence artificielle, séparons une fois pour toutes l'obtention de revenus du labeur effectué, car le travail est en voie de disparition – comme les efforts ininterrompus de notre espèce visaient à l'obtenir un jour – et généralisons en attendant la gratuité pour l'indispensable. Nous avons trop trimé au cours des siècles, le temps est venu d'authentiquement jouir de la vie ! Le bonheur est à portée de main. Il ne reste qu'une tâche à accomplir : enfin le saisir. ✦

Comment dépasser le bulletin de vote ?

Les mécanismes qui sous-tendent la démocratie sont régulièrement interrogés. Principal grief : le rendez-vous aux urnes n'est pas perçu comme suffisamment représentatif de la volonté des électeurs, particulièrement sur la durée d'une législature, soit entre quatre et six ans, selon les scrutins. Face à la gestion de certains enjeux, les électeurs se sentant trahis par les élus, alors que ces derniers doivent quant à eux gérer un nombre considérable de matières complexes. Quelles sont les pistes pour répondre aux frustrations de la population et «enrichir» la voix des urnes ?

Par Vincent de Coorebyter
Politologue et professeur - ULB

Président du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP)

Sans aller jusqu'à rêver d'un autre monde, je partirai de ce constat : le bulletin de vote dont nous nous servons lors des élections engendre une frustration toujours croissante, au point d'exiger une réflexion sur les moyens de le réformer ou de le contourner. Un mot, d'abord, sur les principaux motifs de frustration, qui sont de nature très diverse.

Le premier est d'ordre quantitatif. En régime de suffrage universel, la voix dont je dispose ne pèse pratiquement rien, mon choix influe à peine sur le résultat. On a beau me dire que chaque voix compte, je suis tenté de m'abstenir parce que j'ai bien compris que ce sont les autres, les grandes masses, qui détermineront mon destin.

Le deuxième motif de frustration est d'ordre constitutionnel. Depuis la

fin du XVIII^e siècle, les élus sont indépendants, ils ne peuvent pas être liés par un mandat impératif, ou par des consignes qu'ils auraient reçues de leurs électeurs. Le bulletin de vote sert à choisir nos dirigeants, ce qui constitue une avancée majeure ; mais une fois élus, ces dirigeants ne sont pas aux ordres du peuple. D'où une deuxième frustration : ma volonté politique est sans effet, ou presque, une fois le parlement installé, et il se peut toujours que le parti ou le candidat que j'ai choisi trahisse les espoirs que j'avais placés en lui.

Le troisième motif de frustration résulte d'évolutions historiques et sociologiques. À la naissance de la Belgique, il suffisait de cinq ministres pour assumer toutes les missions dévolues à l'État, missions qui se limitaient au maintien de l'ordre, intérieur et

extérieur. Aujourd'hui, on demande aux pouvoirs publics de mener des dizaines de politiques différentes, dans tous les domaines de l'existence: sécurité sociale, enseignement, mobilité, environnement, énergie, condition féminine, économie, logement, culture, aide sociale, immigration, jeunesse, etc. Autre facette du troisième motif de frustration: jusque dans les années 1960, l'écrasante majorité de l'électorat se reconnaissait dans une des trois tendances politiques traditionnelles, libérale, socialiste ou chrétienne. L'électorat fidèle à ces partis leur faisait confiance, se sentait en phase avec leurs choix sur la plupart des questions à traiter. Aujourd'hui, un tiers des électeurs changent de parti d'un scrutin à l'autre (parfois le même jour, en cas d'élections simultanées), et nombreux sont les autres électeurs qui, quoique fidèles à un parti, n'approuvent pas certains axes de sa politique. Par quel miracle, en effet, le parti qui a ma préférence sur tel dossier l'aurait-il sur tous les autres, alors que les enjeux se sont multipliés et que les priorités à défendre sont souvent contradictoires entre elles?

Le bulletin de vote est donc devenu trop pauvre pour exprimer ma volonté politique. Il est noyé dans la masse, il ne m'aide pas à dicter les choix de mon parti, et il confie à une seule tendance politique le soin de décider à ma place dans une foule de domaines différents, alors que mes préférences peuvent être complexes. Face à cette situation, certains proposent de modifier le système électoral. On pourrait, par exemple, fournir à l'électeur plusieurs bulletins de vote dotés d'une force décroissante,

afin qu'il exprime ses préférences de manière plus fine (ce qui suppose de rétablir le droit au panachage). Nous pourrions aussi disposer d'un bulletin de vote négatif, grâce auquel nous affaiblirions un parti dont les orientations nous inquiètent. Ces propositions méritent d'être discutées, car elles permettent d'exprimer des choix plus complexes. Mais leurs conséquences seraient uniquement quantitatives: certains rapports de force partisans seraient modifiés, mais les trois grands motifs de frustration cités ci-dessus subsisteraient.

La voie du référendum, limites comprises

Pour répondre au deuxième et au troisième motif de frustration, le plus simple serait de recourir au référendum. Ce procédé a de nombreux défauts, et il continue à susciter de la méfiance en Belgique. Mais il mériterait un débat approfondi, car il a deux vertus. D'une part, le peuple sera lui-même en mesure de trancher certaines questions, plutôt que de laisser la décision aux élus. Cela peut avoir du sens dans des dossiers politiquement sensibles, sur lesquels certains partis risquent d'exercer un droit de blocage, ou sur lesquels les élus sont frileux parce qu'ils sont mis sous pression par des lobbys ou qu'ils craignent la sanction de leurs électeurs. D'autre part, le référendum porte par définition sur un enjeu bien délimité, ce qui permet au citoyen de se prononcer sur cette question spécifiquement, plutôt que de s'en remettre à un parti qui décide en son nom dans tous les domaines. Si l'on veut restaurer la souveraineté

populaire, le référendum est l'arme la plus efficace.

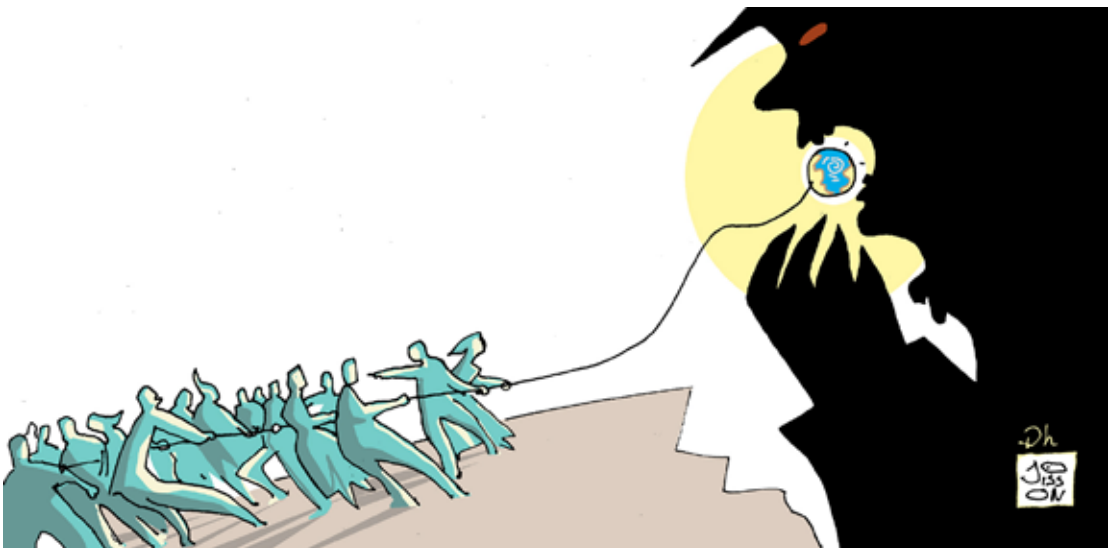
Ses défauts, pour autant, sont bien connus, à commencer par le risque de le voir détourné de son sens, d'en faire un vote sanction ou un appel au plébiscite. Mais ce risque est lié à sa rareté: si les référendums sont nombreux au cours d'une même législature, il n'y a pas de raison que les citoyens s'en emparent pour affaiblir ou pour soutenir un gouvernement.

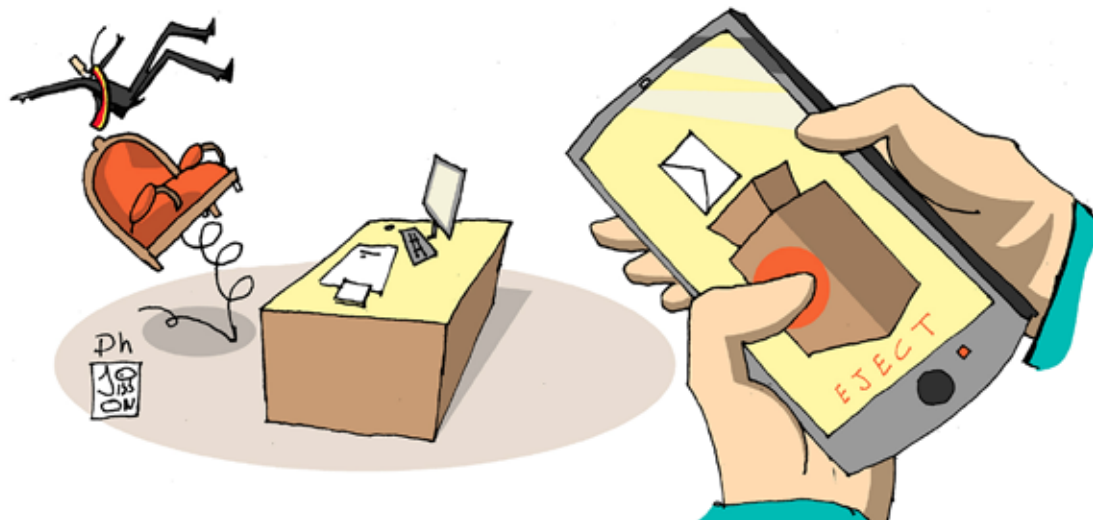
L'autre écueil majeur du référendum réside dans sa simplicité: il appelle une réponse binaire, par oui ou par non, sur une question qui peut être complexe. Sauf s'il constitue le seul moyen de sortir d'un blocage persistant, le référendum ne convient pas pour décider d'une constitution européenne, pour choisir de rester ou non dans l'Union, ou pour dessiner l'architecture institutionnelle de la Belgique. Il est plus approprié pour des ques-

tions de principe, pour poser des choix politiques dans des domaines accessibles aux votants. Car il suppose, bien entendu, que ceux-ci se prononcent en connaissance de cause, après une longue campagne d'information et de débat. Le risque existe toujours que le vote référendaire soit peu éclairé, mais c'est précisément en pratiquant le référendum que l'on poussera les citoyens à réfléchir à certaines questions.

La tentation du tirage au sort

Une autre voie de réforme – qui peut d'ailleurs être couplée au référendum – est celle des Parlements de citoyens tirés au sort. On en débat et on l'expérimente davantage, en Belgique, ces dernières années. Et il faudrait mener la réflexion jusqu'au bout, quitte à abandonner cette piste (comme celle du référendum) si elle finit par décevoir. Elle présente en tout cas l'intérêt de répondre aux trois motifs de frustration relevés ici.





Si je suis désigné par le sort, ma voix peut avoir une réelle influence: je participe aux débats, je peux faire des propositions ou en critiquer d'autres, je peux avancer un argument décisif. En outre, comme avec le référendum, un Parlement de citoyens tirés au sort traite de sujets bien délimités, sans être tributaire des tabous, des diktats ou des calculs électoraux des formations politiques. Il redonne sa souveraineté au peuple, représenté ici, non par des professionnels partisans, mais par un échantillon sociologiquement représentatif de la population (du moins si le Parlement est bien composé, ce qui exige qu'il soit de grande taille et que l'on cherche activement des participants dans les couches les moins instruites de la population, dans lesquelles on trouve moins de volontaires). De plus, à la différence du référendum, un parlement de citoyens peut débattre de sujets complexes. S'il est éclairé par des experts venant de

différents horizons, ainsi que par des témoins issus de la société civile, représentant des associations intéressées au sujet traité et qui ont un point de vue argumenté à faire valoir, un parlement de citoyens peut délibérer, voire décider, avec les mêmes garanties de qualité qu'un parlement classique.

Ce mécanisme pose cependant deux questions redoutables. Celle de la compétence, si les citoyens ne sont pas suffisamment accompagnés, ou n'ont pas le temps d'approfondir la réflexion. Et celle de la délégation de pouvoir. Les parlementaires, ici, ne sont pas choisis par la population: ils se substituent à elle, sans être liés par la peur d'une sanction électorale. Sommes-nous prêts à les laisser décider, au motif qu'ils nous ressemblent? Ou faut-il soumettre leurs propositions à un référendum ou à un parlement élu? ♣

L'État social et les « luttes-frontière » du **xxi^e** siècle

La santé et les soins seront l'enjeu politique central de ce siècle, comme le travail et le salariat ont été celui du précédent. La crise sanitaire du Covid-19 en apporte la preuve éclatante, montrant toute l'actualité d'une institution nécrisée par des décennies de néolibéralisme. Il est urgent de redécouvrir et de repenser l'État social¹.

Par Édouard Delruelle
Professeur de philosophie politique à l'ULiège
Président de l'Union nationale des mutualités socialistes

Il faut bien comprendre ce qu'est l'État social: une institution authentiquement politique, construite autour de trois piliers, soit la Sécurité sociale et ses branches emblématiques (santé, chômage, retraites), les services publics, qui donnent accès à tout ce qui est nécessaire au bien-être et à l'émancipation des individus – éducation, mais aussi culture, transports, énergie, communication – et, enfin, le droit du travail garant de statuts et de protections pour le travailleur. Cette institution est activée par trois leviers: la régulation «keynésienne» de la monnaie et de l'investissement; la *redistribution*, au moyen des cotisations et de l'impôt progressif; et la concertation sociale, dont le cœur est la gestion paritaire de la sécurité sociale. La visée politique de l'État social est la démarchandisation des supports d'existence qui conditionnent l'émancipation des individus.

Dans un pays comme la Belgique, 40 % du PIB a ainsi été directement ou indirectement socialisé, arraché à la pure captation «privative» des marchés – si l'on additionne les dépenses affectées à la santé (10 % du PIB), aux retraites (12 %), à l'éducation (8 %), aux aides sociales (5 %) et aux autres services publics (5 %). En ce sens, l'État social est bel et bien une institution anticapitaliste qui, au sein même de la société capitaliste, substitue aux impératifs du marché l'exercice d'une authentique citoyenneté sociale. Tel est le Pacte social.

Dans les années 1980, la «contre-révolution» néolibérale a entrepris le démantèlement systématique de ce Pacte. Une opération en deux temps. Lors d'une première phase, dans les décennies 1990-2000, le néolibéralisme s'attaque aux deux piliers «périphériques»

¹ Édouard Delruelle, *Philosophie de l'État social. Civilité et dissensus au **xxi^e** siècle*, Paris, Kimé, 2020, 351 p.

de l'État social: les services publics, qui furent massivement privatisés, et le droit du travail, qui fut dérégulé, mais en préservant encore, par souci de légitimité, son pilier central: la Sécu. C'est ce «compromis» qui a permis aux partis socialistes et sociaux-démocrates de conserver un rôle politique important durant cette période. La seconde phase s'ouvre avec la crise de la dette de 2008, que le néolibéralisme a lui-même provoquée. Au lieu de décélérer, il se lance dans une fuite en avant destructrice, en s'attaquant désormais au cœur de l'État social: la Sécurité sociale.

Une fuite en avant mortifère

Voyez le gouvernement Michel (2014-2019). Il l'a définancée en réduisant les cotisations sociales (*tax shift*), et il l'a dénaturée en méprisant la concertation sociale. Il s'est lancé dans une cynique chasse aux chômeurs et dans une réforme des pensions autoritaire et bâclée. Mais ce sont les soins de santé qui ont été le plus touchés. La mesure la plus irresponsable est d'avoir fixé la norme de croissance des soins de santé à 1,5 % par an, alors qu'elle se situe réellement autour de 3 %. Un déni de réalité. Résultat: des centaines de millions d'euros d'économies directes sur les patients, un déconventionnement massif des prestataires, une explosion des suppléments d'honoraires, un cadeau de 800 millions d'euros à l'industrie pharmaceutique, etc. Conséquence: des «blouses blanches» sous tension, une accessibilité aux soins fragilisée. Et un budget de la Sécu à la dérive: 9 milliards d'euros à l'horizon 2024!

Cette fuite en avant néolibérale ne peut se poursuivre qu'avec le relais de dispositifs sécuritaires et identitaires qui mettent à mal la démocratie et l'État de droit. C'est tout le sens de l'attelage qui a uni libéraux et nationalistes: se débarrasser du fardeau de la solidarité et ériger une forteresse contre les «autres». Deux faces d'une même médaille.

Les sphères «conditionnantes» en avant-plan

La crise du Covid-19 mettra-t-elle un terme à ce processus de «décivilisation», de dégradation des «relations conditionnantes» qui rendent possibles toute dignité et toute émancipation, et dont l'État social est le garant? C'est toute la question.

Le modèle philosophique permettant de conceptualiser le plus clairement cet enjeu est, à mon estime, celui de la philosophe américaine Nancy Fraser². Les forces démocratiques, selon elle, sont engagées dans une série de «luttres-frontière» contre le capitalisme, qu'elle définit comme un «ordre social institutionnalisé» où la sphère économique, soumise à la logique marchande, repose sur trois sphères conditionnantes d'«arrière-fond» de nature non économique: la sphère de la «reproduction sociale» (éducation, santé, etc.), la sphère de la «nature» (climat, environnement, etc.) et la sphère du «politique» (État, services publics, etc.). Ces sphères répondent chacune à des logiques normatives non marchandes de soin, d'affectivité, de beauté de la nature, de solidarité entre générations, de démocratie,

2 Nancy Fraser et Rahel Jaeggi, *Capitalism. A Conversation in Critical Theory*, Cambridge, Polity, 2018.



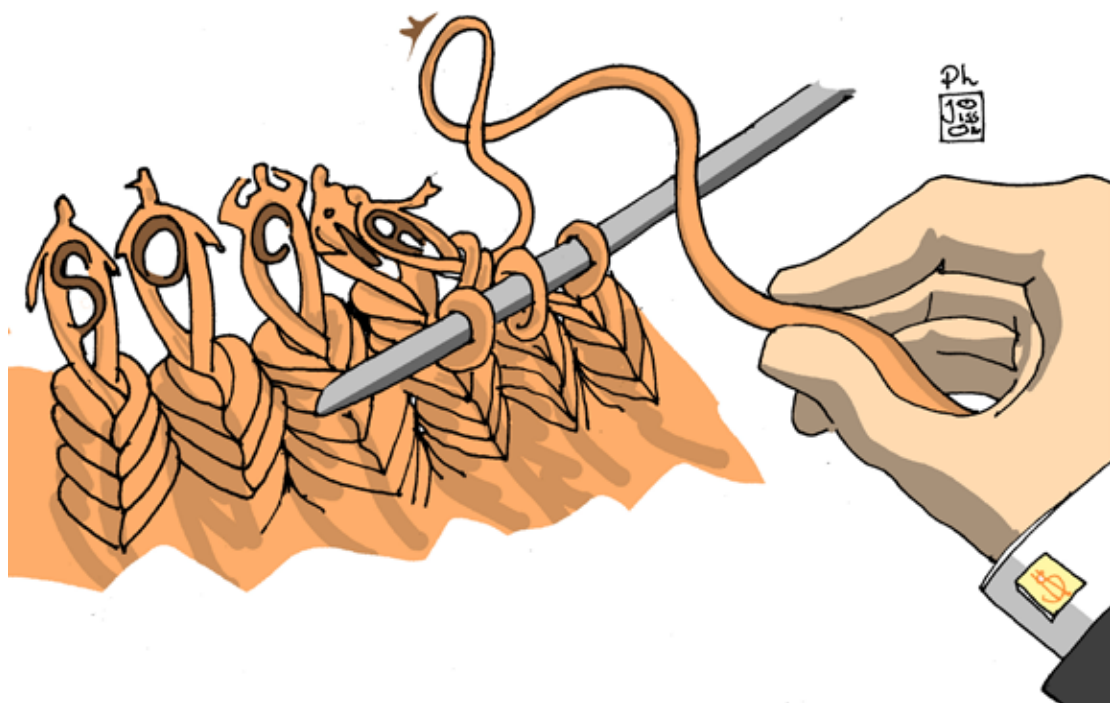
de droits humains, d'intérêt général, etc. – logiques normatives étrangères et mêmes opposées aux critères de productivité et de rentabilité qui caractérisent «l'esprit du capitalisme». Entre ces sphères conditionnantes et la sphère marchande, il y a donc conflit qui se traduit par une série de «luttres-frontière» (*boundary struggles*): luttes féministes autour du soin (*care*), luttes écologiques pour la préservation de la nature, luttes démocratiques pour la défense de l'état de droit.

Les enjeux de civilisation les plus cruciaux aujourd'hui concernent, en effet, non plus tant l'exploitation de la force de travail que la destruction de nos environnements affectifs, naturels et citoyens. Or, qu'est-ce que l'État social, sinon une institution vouée à l'entretien de ces sphères conditionnantes de toute civilisation ?

Il ne s'agit évidemment pas de «revenir» au Pacte de 1944, mais d'en retrouver l'esprit initial pour lui assigner un nouvel objectif (la protection sociale dans la soutenabilité écologique), et pour dépasser ses limites structurelles en matière de genre (le travail du *care* accompli par les femmes est souvent non ou mal payé) et de race (les migrants et les diasporas immigrées subissent plus que d'autres les processus de destruction). L'État social est le socle sur lequel relever ce triple défi civilisationnel de l'écologie, du *care* (soin) et des identités, dont l'enjeu commun est l'entretien des relations conditionnantes qui rendent possible toute émancipation.

Un *momentum* pour le futur choix de société

C'est pourquoi il faut bien prendre conscience de la bifurcation historique qui est devant nous. Soit



l'«union nationale» du gouvernement Wilmès II autour de l'État social n'est qu'une parenthèse, et la fuite en avant néolibérale reprendra de plus belle et s'aggraverait encore (avec son corollaire inévitable en Belgique: la désintégration du pays souhaitée par le nationalisme flamand). Soit l'État social est restauré et réactualisé pour affronter les «vrais» défis qui sont les nôtres: la réduction des inégalités, la transition climatique, le défi des migrations et des diasporas postcoloniales, l'égalité femme-homme...

Restaurer et réactualiser l'État social ne se fera pas sans fixer trois «lignes rouges» politiques très concrètes: sanctuariser les soins de santé, donc leur financement, sur

base d'une norme de croissance de 3 %, et en garantir l'accessibilité à tous; promouvoir une économie mixte où l'État et les services publics retrouvent toute leur fonction stratégique, à côté des acteurs lucratifs mais aussi des acteurs de l'économie sociale et solidaire; entamer une réforme fiscale structurelle qui met réellement à contribution le capital (revenus et stocks) et les bénéfices des sociétés.

Sans ces lignes rouges, la solidarité citoyenne se noiera, comme d'autres fois par le passé, dans les eaux glacées du calcul égoïste. Mais cela risque d'être la fois de trop... 🍁

Économie culturelle : l'incalculable, valeur refuge

La sphère culturelle ne fait pas suffisamment partie des activités valorisées tant par le politique que par le pouvoir économique, si ce n'est dans le cadre des industries créatives. Les dernières décisions du gouvernement flamand l'ont encore prouvé. Alors que la crise sanitaire bouleverse notre planète et, pour certains, nos modes de fonctionnement, un diagnostic est à établir : « contre quoi », précisément, repenser la culture ?

Par Pierre Hemptinne
Écrivain, administrateur de Culture & Démocratie
Directeur de la médiation culturelle - PointCulture

On le lit, on le sonde, de nombreux articles et tribunes relaient le désir de profiter de la crise sanitaire pour repenser en profondeur le projet de société. Ce qui s'entend par « en profondeur » varie selon les prises de position. Mais la question culturelle est très peu abordée. Or, si le système économique en place génère inégalités locales et globales, destruction de la biosphère, sixième extinction massive, impuissance à répondre aux jeunes générations qui l'interpellent, il ne peut se maintenir et entretenir l'illusion d'être la seule issue sans s'appuyer sur la puissance politique culturelle. Avec des industries qui habituent les corps et les esprits à un flux permanent qui phagocyte l'attention, cette saturation biopolitique transforme les individus en terminaux de la profusion d'images et de sons facilement assimilables, créant l'addiction à toutes les logiques courts-

termistes et les métabolisant. Les contenus importent peu. C'est la quantité qui compte, une série après l'autre, un stream après l'autre. Là, comme dans tous les autres domaines, le quantifiable prime.

Sortir de la règle de l'audimat

Pour diverses raisons – et principalement à la suite de l'instrumentalisation du dualisme culture populaire et culture savante, substituant culture marchande à culture populaire –, cette mainmise sur les imaginaires n'est critiquée que sur des canaux rarement audibles par le grand public. C'est à ce monopole des industries culturelles qu'il faut s'attaquer si l'on souhaite que l'intelligence collective élabore des solutions aux impasses mortifères du capitalisme.

Lorsque Bernard Stiegler évoque les grandes plateformes de l'industrie culturelle qui règnent en « contrôlant la production, l'exploitation et la diffusion des rétentions et des protentions » – c'est-à-dire le contrôle de l'accès aux supports culturels (rétention) et le contrôle de l'accès à la captation par les data par rapport à ce que leurs contenus engendrent comme expériences sensibles permettant de désirer l'avenir (protection) –, le philosophe parle d'une annihilation de « toute supériorité de ce qui échappe au calcul » et d'une volonté de faire disparaître « ce qui échappe au calcul ». Cela, parce que l'ensemble du système est soumis « à la règle de l'audimat, soit à celle de la consolidation computationnelle qui s'enferme dans les chambres d'écho algorithmiques et les renforcements récursifs que génèrent le profilage et tout le système qu'il déclenche. »¹

Principe du revirement : l'incalculable, l'indisponible du monde

La mise en chantier d'un autre projet de société, après la crise sanitaire du Covid-19, doit s'appuyer sur une politique culturelle qui redonne dans la société, à toutes les échelles, des échanges humains, et interspécifiques, avec une place prépondérante à l'incalculable, à ce qui échappe au biopouvoir computationnel (*big data*, *Big Brother*). Mais aussi à ce que Hartmut Rosa appelle « l'indisponible du monde » (renoncer à vouloir tout exploiter) ou à ce que le philosophe Baptiste Morizot² nomme « l'intraduisible », ce à quoi il ne faut pas renoncer, pour inventer de nouvelles choses.

La culture dans tous les rouages décisionnels

C'est joli, mais comment s'y prendre ? Poser que la culture, avec les indistinctions de ses définitions, façonne les modes de vie grâce à tout ce qui donne forme au temps de vivre, au jour le jour, par exemple. Ce principe doit devenir actif à tous les niveaux du débat démocratique. Qu'il s'agisse de questions judiciaires, éducatives, économiques, environnementales, lois du travail, développements technologiques, chaque fois que l'on discute de ce qu'il convient de produire et pour qui.

Pour ce faire, une instance culturelle concrète, à inventer, veillera à ce que dans les palabres, nécessairement plus sinueuses, soit toujours pris en compte le facteur humain non calculable. Cette instance, renouvelée par tirage au sort, impliquerait des anthropologues, des historiens d'art, des sociologues de la culture, des artistes, des amateurs d'art, des éducateurs, des médiateurs. Elle impulserait une transversalité des savoirs et contribuerait à décontaminer les cerveaux des référents culturels produits par les industries (et à court-circuiter leurs lobbys). Elle produirait une vulgarisation intelligente de tous les débats pour qu'un plus grand nombre de citoyens et citoyennes puissent s'impliquer activement dans les enjeux de modes de vie.

Un marché de la culture à l'aune du non-rentable

Le deuxième vecteur de changement peut se traduire par le soutien à un secteur culturel qui ne renforce pas

1 Bernard Stiegler, *Qu'appelle-t-on panser ?*, tome 2 : *La Leçon de Greta Thunberg*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2020.

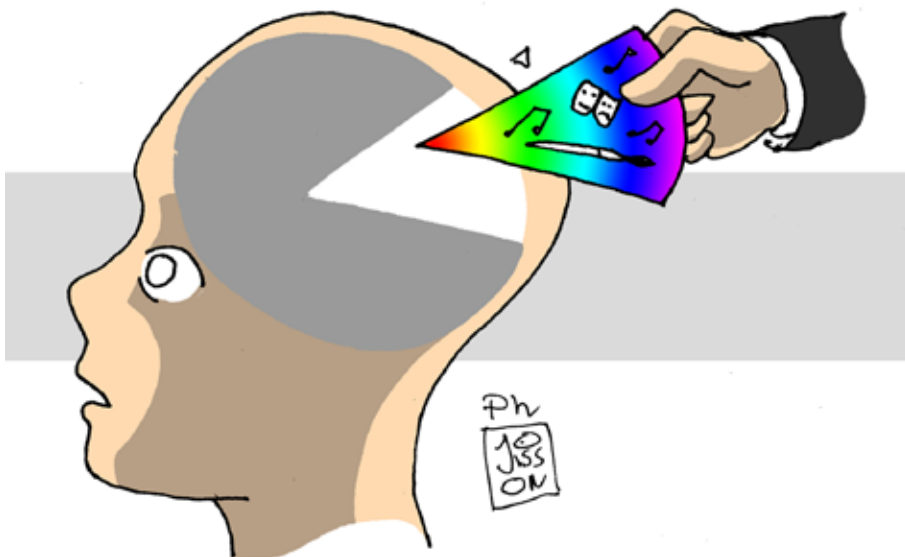
2 Baptiste Morizot est pisteur de loups, il utilise beaucoup cette dénomination comme une manière de lire les signes laissés par les animaux.

le pouvoir prescripteur de l'audimat et de l'effet de synchronisation qu'il provoque au niveau des goûts et des couleurs. Un secteur qui doit avoir les moyens de déconstruire l'envoûtement qu'exerce cet audimat sur une grande partie de la population.

C'est privilégier un champ d'activités culturelles régi par d'autres logiques temporelles : on a le temps, on prend le temps. On veut favoriser une vie culturelle propice aux effets de résonance. Une vie culturelle bien remplie, ça inclut aussi du vide, de l'ennui, des déceptions. Cela nécessite une éducation à la culture plus rigoureuse, plus dense, plus structurée, à tous les âges, avec pignon sur rue et des moyens de communication au moins aussi conséquents que ceux dilapidés par le marketing au service des cultures industrielles. Cela, on le comprend, va bien au-delà de ce que le PECA (Parcours d'éducation culturelle et artistique), très louable, met en place.

Un marché des différences

Multiplier les chances d'être surpris, de rencontrer l'incalculable, l'intraduisible, pourrait constituer une troisième piste d'action. Les circuits alternatifs, à taille humaine, sont soutenus massivement. Non pas pour qu'ils deviennent les grands labels de demain, hyper-rentables, mais pour ancrer le pluriel et la différence dans les pratiques les plus répandues. Les éditeurs qui publient des auteurs peu lus, les labels qui sortent des enregistrements peu écoutés, les espaces qui exposent des plasticiens peu connus seront valorisés et accompagnés de dispositifs de médiation conséquents, de campagne promotionnelle de grande ampleur. Il faut encourager la diversité, les différences, les formes mineures, les expressions minoritaires. Cela renforcera la densité des sensibilités plurielles et ne pourra qu'être bénéfique au niveau de tous





les dispositifs sollicitant l'intelligence collective des citoyens et citoyennes. Ce marché de la diversité et des formes mineures doit être financé ambitieusement. En matière de personnes qui y travaillent, d'artistes qui peuvent en vivre, de lieux de rencontres et de diffusion, de créations d'outils d'éducation, de moyens d'information et de communication. Sans jamais rien laisser dépendre du niveau des recettes. Professionnalisons l'évaluation de l'audience qualitative, du rayonnement de l'incalculable.

Là où la culture métabolise les principes démocratiques

Le « bras armé » doit être l'éducation permanente. C'est là qu'il est vraiment question de « médiation culturelle » capable d'agir sur la société. L'essentiel est de tisser les liens entre pratiques culturelles quotidiennes et élaboration de modes de vie dans toutes leurs dimensions politiques, économiques, écologiques. Rendre compétents les individus sur toutes

les questions qui organisent la vie: relations entre culture et science, économie, crise climatique, égalité, droits fondamentaux. Éduquer à ces relations, c'est former à s'impliquer dans tous les processus démocratiques participatifs. L'éducation permanente doit, en ce sens, être refinancée et se doter d'un réseau de lieux plus visibles, plus accueillants, en connexion avec universités, écoles, laboratoires, institutions culturelles. Avec un personnel plus nombreux, bien rémunéré. Avec la capacité de créer des outils pédagogiques à grande échelle, une chaîne de radio/télévision transversale, un grand magazine tous publics, un essaimage efficace des nombreuses analyses plurielles associant de nombreuses assemblées citoyennes. Tout ce travail dopera, dans un second temps, les autres secteurs culturels relativement aux programmes, créations artistiques, contrats pour artistes, diffusions et audience signifiante. Quant aux « communs de la culture », tout le monde en sortira gagnant. 🌱

Nouvelle écologie des pratiques créatrices

Les artistes, les écrivains, ces acteurs clé de notre monde culturel, ces activateurs de l'imaginaire individuel et collectif, font partie des « parents pauvres » de notre système économique actuel. Et si cela changeait ?

Par Véronique Bergen
Écrivaine

À la fois corollaire et résultante de la crise environnementale, de la crise humanitaire, de la crise démocratique engendrées par le système néolibéral, la crise pandémique liée au coronavirus nous impose de frayer un autre paradigme, de mettre en œuvre d'autres manières d'habiter la Terre. C'est à la société civile qu'il revient de contraindre les dirigeants à sortir de la logique mortifère. À leur modeste échelle, les artistes, les écrivains, certains du moins, entendent favoriser par leurs créations la construction d'un monde fondé sur la liberté, la justice, sur une éthique de la connectivité nouant harmonieusement les humains aux non-humains.

Effet de la destruction massive des habitats (déforestation, industrialisation, urbanisation accélérées), la pandémie met à jour la faillite du système mondial. Il n'y aura pas de changement radical si tous les champs (politique, économique, social, culturel, environnemental,

démographique, spirituel...) n'inventent pas, de concert, des dynamiques activant les puissances de vie. Pour ce faire, l'art doit sortir de la logique marchande, de la littérature-marketing abonnée aux *best-sellers*, une logique nivelante, abrutissante qui étouffe les écrivains expérimentant de nouveaux registres de langue, de pensée.

Un autre rapport au réel

Activant des récits alternatifs, damant le pion à l'état de choses, tissant des narrations qui ouvrent des possibles émancipateurs, les écrivains, « parents pauvres », maillon faible du système économique, devraient bénéficier d'un statut d'artiste qui les prémunisse contre une précarité de plus en plus prononcée. Paupériser les artistes, rendre leurs conditions de survie problématiques revient à bâillonner celles et ceux qui cherchent à tâtonner des formes d'imaginaire collectif impulsant d'autres rapports au réel. Le système actuel

adoube les chiens de garde, engraisse les histrions de la littérature-divertissement, du roman-Kleenex et met à mort les poètes qui ensauvagent le réel. Le réel de la langue, le réel de la révolution. La basse continue de l'écriture, c'est de s'élever à la subversion de tout ce qui enferme, de connecter des alliances avec les muselés, les grands silencieux, les humains, les animaux, les forêts qu'on extermine.

Freiner, endiguer la sixième extinction des espèces animales et végétales, c'est aussi combattre l'extinction de la multiplicité des imaginaires, de la richesse du faire-œuvre. S'activer à initier un autre monde débarrassé de la domination exclusive de l'*homo œconomicus* impliquera de prendre soin de toutes les diversités : biodiversité, diversité des modes d'être au monde, diversité des imaginaires, des langues.

Non pas une transition artistique comme on parle de transition éco-

logique, mais un aiguisement de l'attention à celles et ceux qui inventent des mondes imaginaires (à effets bien réels), aux écritures qui questionnent les limites de la pensée mais aussi l'éthique de la création. Une mesure à prendre afin de déployer ce nouveau monde serait d'accorder le statut d'artiste aux créateurs et, par-delà la question des créateurs, de mettre en place une allocation universelle à laquelle tout citoyen aurait droit. Sur cette base, en toute indépendance d'esprit, en toute liberté, un grand nombre de créateurs cesseraient d'être pris dans la tenaille de la précarité et de la débrouille.

De la place de l'art

La question des auteurs, des créateurs en général, engage la question de l'art : quelle est la place qu'une société décide de donner à ceux qui sont du côté de la « poïésis » ? La manière dont les politiques publiques traitent les artistes est



révélatrice de l'importance qu'elles accordent à la sphère esthétique. Favoriser l'émergence, la vitalité des arts, privilégier le bien commun, les ressources de vie, de rêve apportées par les créateurs, par les sentinelles de la santé publique, les acteurs du tissu associatif, du non-marchand relève d'un choix sociétal. Une même solidarité sociale, économique doit unir les membres de la société civile. Une solidarité horizontale qui cimente le collectif au lieu de le segmenter, de le cliquer. Le champ culturel regagnera la haute mer, l'audace créatrice lorsque le modèle asphyxiant du binôme artiste producteur/public consommateur se verra balayé. Le statut d'artiste, l'allocation universelle n'implique en aucun cas un art assisté, inféodé à l'État mais témoigne d'une volonté de réinscrire les pratiques esthétiques au cœur de la cité, à savoir, dans les marges de l'uniformisation conceptuelle, du formatage des esprits et du contrôle des corps.

L'art – d'écrire, de conter, de narrer, de soigner, de rêver avec l'ensemble du vivant – est une affaire de devenirs, d'alliances, de dynamismes et non de repli identitaire, d'immobilisme. Les connexions mentales, corporelles, énergétiques, éthiques sont tissées par des voix qui créent des territoires (roman, poésie, théâtre...) où se questionne le contemporain. Le monde de l'après-crise que nous tenterons de frayer congédiera les planifications standardisées du vivant, que ce soit l'élevage intensif des animaux, la

culture intensive du divertissement et de la décérébration, le triumvirat d'une société de surveillance généralisée, d'une course au transhumanisme et d'un devenir algorithmique du vivant.

Sortir du modèle coronavirusé

La guerre que le néolibéralisme dérégulé mène contre l'esprit critique, contre les formes d'exister dissidentes, contre les arts ensauvageant le monde, il nous faut la retourner contre lui. À la dislocation de la pensée, à sa disruption (Bernard Stiegler), au laminage des êtres qui ne rentrent pas dans le moule du producteur-consommateur, il nous faut opposer des choix sociétaux qui relient les sphères du vivant au lieu de les ruiner. L'interdépendance des humains entre eux, des humains et des non-humains, s'avance comme le réquisit de toute réflexion sur la condition des artistes. Une condition qui ne fait qu'un avec la condition du vivant.

Nous ne rêvons pas d'un monde s'émancipant de l'avenir de cendres que la mondialisation actuelle nous réserve : nous en taillons, jour après jour, l'étoffe avec ceux et celles qui font le pari d'une sortie radicale, sans concession, d'un système toxique, coronavirusé de l'intérieur, sécrétant un germe qui n'est que le miroir de son fonctionnement viral. La forme même du modèle de la mondialisation est celle d'un agent pathogène qui défait les existences. La « peste » extérieure qui frappe la planète est sécrétée par la « peste »

intérieure d'un système s'auto-immunisant en éradiquant ceux qui le peuplent.

Saisir le *kairos*

Une sortie qui s'avance comme une détoxification pour reprendre le terme d'Edgar Morin. La culture

métaphysiques, des mises en crise de ce qui va de soi, des cristallisations de beauté étrange qui font bouger les consciences et se lever les corps contre l'insupportable. Aux côtés des militants, des électrons libres de la société civile, des artisans d'une société alternative, les artistes peuvent apporter leur concours afin de paver une voie à l'écart de la catastrophe humaine, écologique programmée.

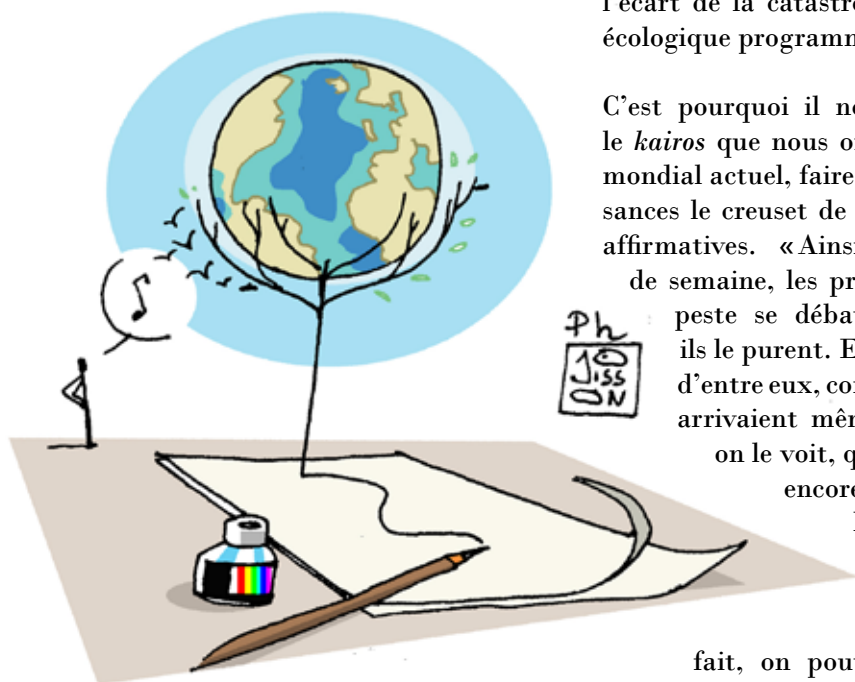
C'est pourquoi il nous faut saisir le *kairos* que nous offre le désastre mondial actuel, faire de nos impuissances le creuset de nos puissances affirmatives. «Ainsi, à longueur

de semaine, les prisonniers de la peste se débattirent comme ils le purent. Et quelques-uns d'entre eux, comme Rambert, arrivaient même à imaginer, on le voit, qu'ils agissaient

encore en hommes libres, qu'ils pouvaient encore choisir. Mais, en

fait, on pouvait dire à ce moment, au milieu du mois d'août, que la peste avait tout recouvert. Il n'y avait plus alors de destins individuels, mais une histoire collective qui était la peste et des sentiments partagés par tous»¹.

Dans l'après Mister Coronavirus, nous avons, par la conjugaison de nos puissances collectives, la latitude de choisir d'autres manières d'habiter le monde. De mordre la déroute. ♣



n'a besoin ni de laquais au service des puissants et du dieu monétaire ni de bouffons distribuant des ersatz de vie, distillant des bovarysmes 2.0. L'art tend l'oreille vers «le rêve du chien sauvage» (Deborah Bird Rose), vers les dialogues avec les disparus, les altérités que nous réduisons au silence. L'art, ce ne sont pas des idées abstraites, des formes épurées, mais bien des matières, des expériences sensibles,

¹ Albert Camus, *La Peste*, Paris, Gallimard, 1947.

Corona, climat, même combat ?

La crise sanitaire que nous traversons n'est pas une fatalité. Elle a de nombreux liens avec le modèle économique qui prévaut depuis quarante ans. À première vue, elle peut paraître avoir une répercussion salubre : celle de diminuer, même provisoirement, l'impact environnemental des activités humaines. Nous rêvons d'un monde où la transition écologique permettrait à chacune et chacun de vivre dignement, tout en respectant les limites planétaires. Cependant, rêver ne suffira pas. Si nous voulons que le monde change, il nous faudra retrousser nos manches, car le débat ne fait que commencer !

Par Nicolas Van Nuffel
Directeur du plaidoyer politique au CNCD-11.11.11
Président de la Coalition climat

Quel lien peut-il bien y avoir entre le Covid-19 et le climat ? Après tout, selon les analyses les plus sérieuses, l'épidémie semble provenir uniquement de la mauvaise gestion sanitaire sur un marché chinois. À y regarder de plus près cependant, les liens entre environnement et santé sont beaucoup plus ténus que ce que l'on pourrait penser. Plus largement, cette crise nous montre que la mondialisation dans sa forme actuelle, si elle a permis une augmentation de la richesse mondiale, a aussi eu ses travers : par la pression qu'elle exerce sur l'environnement, par la multiplication des déplacements et des échanges, par la diminution du rôle stratégique des États, par l'augmentation des inégalités, elle a rendu le monde plus vulnérable à une pandémie telle que celle que nous affrontons aujourd'hui.

Les sombres conséquences de l'activité humaine

Ces dernières décennies ont vu émerger une série de nouvelles maladies ; les VIH/SIDA, Ebola, Zika et autre H1N1, inconnus voici quelques décennies, nous sont désormais familiers. Or, ces maladies, de même que le Covid-19, ont toutes un point commun : elles trouvent leur origine dans des agents pathogènes portés par des animaux, inoffensifs pour ceux-ci mais qui, une fois transmis à l'être humain, s'avèrent extrêmement dangereux. Et comme le met en évidence la journaliste Sonia Shah, cette multiplication des transmissions entre espèces vivantes a un lien direct avec la pression que nous exerçons sur les zones sauvages¹. De plus, le Groupe d'experts inter-

¹ Sonia Shah, « Contre les pandémies, l'écologie », dans « *Le Monde diplomatique* », mars 2020, p. 21.

gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a depuis longtemps mis en évidence les effets importants que le dérèglement climatique peut avoir sur la santé, notamment via la multiplication des vecteurs de transmission. S'il n'y a pas de lien direct démontré avec le Covid-19, d'autres pandémies se répandent aujourd'hui du fait du réchauffement climatique, à commencer par celles qui sont portées par les moustiques : paludisme, Zika, dengue, etc. Elles menacent principalement les pays en voie de développement, mais pourraient affecter demain des zones telles que le sud de l'Europe.

Plus largement, ce sont les liens indirects qui sont frappants. Et au centre des attentions se trouve l'extraction massive de ressources fossiles, base de l'explosion de consommation énergétique inséparable de la révolution industrielle. Celle-ci a permis une amélioration évidente des niveaux de vie mais est inséparable de la multiplication des déplacements de biens et de personnes. Elle est par ailleurs la source de nombreux problèmes sanitaires, le principal étant l'émission de particules fines, qui cause des centaines de milliers de morts chaque année, dont plus de 9 300 en Belgique². Or, comme l'a démontré une équipe de l'Université de Harvard³, il existe une corrélation entre l'exposition aux particules fines et le taux de mortalité au Covid-19. Dérèglement climatique, particules fines : deux phénomènes sans lien direct mais reliés entre eux par une même cause : les énergies fossiles.

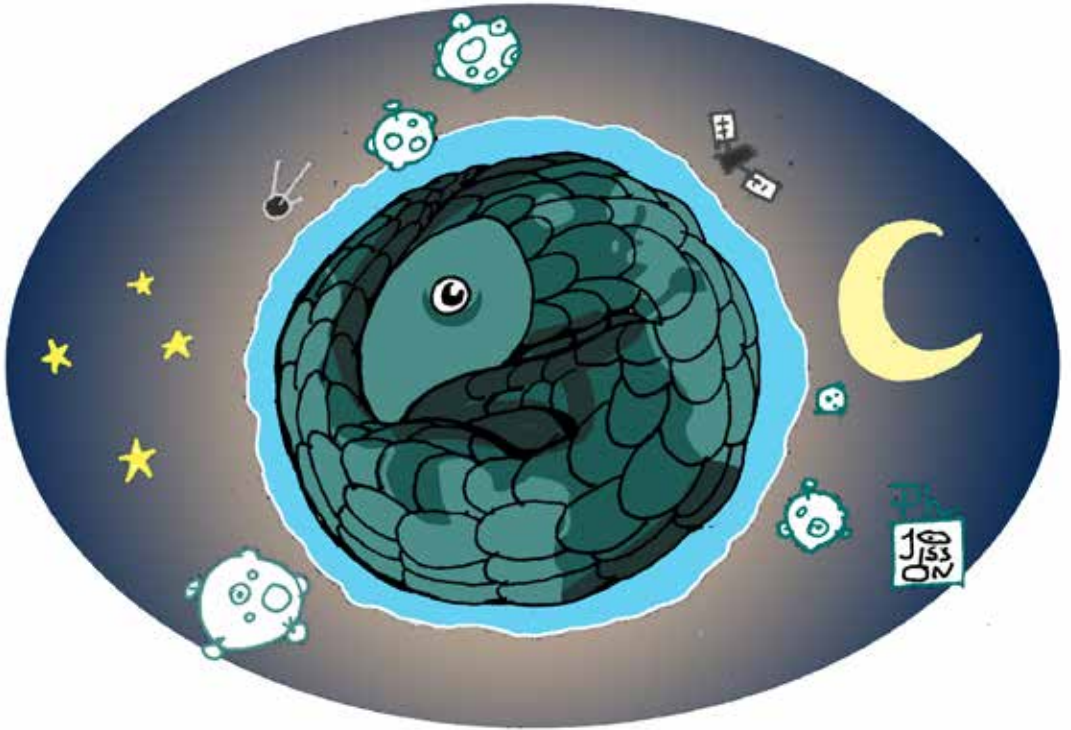
Un répit pour la Terre

On pourrait donc se réjouir d'apprendre que la crise actuelle a entraîné un « répit pour la Terre ». Le *Global Carbon Project* (GCP) estime ainsi que les émissions de CO₂ mondiales devraient chuter d'environ 5% en 2020, du jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. À titre de comparaison, la dernière baisse des émissions mondiales datait de la crise financière de 2008 et avait été limitée à 1,4%. En 2018, le GIEC a publié à la demande des États, un rapport spécial : « Réchauffement planétaire de 1,5 °C ». Selon ce rapport, les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient chuter d'environ 45% d'ici 2030 (par rapport à l'année 2010). En quelques mois, nous aurions donc enfin réalisé le premier grand pas vers la réalisation des ambitions climatiques réclamées par des millions de personnes dans les rues du monde entier depuis deux ans ?

Malheureusement, la réalité est nettement plus complexe. En effet, la chute importante des émissions que nous observons actuellement n'est que provisoire. Il est évident que ces émissions repartiront à la hausse dès la reprise de l'activité économique. François Gemenne, professeur à l'ULiège, va plus loin : selon lui, le choc actuel risque d'avoir un effet néfaste d'un point de vue climatique. En effet, la nécessité de trouver des solutions économiques à court terme pour sortir l'économie du marasme pourrait pousser les gouvernements à remettre en

2 Michel de Muelenaere, « 9 380 morts prématurés dues à la pollution de l'air en Belgique en un an », dans *Le Soir*, 16 octobre 2019.

3 Xiao Wu et Rachel C. Nethery (dir.), *Exposure to air pollution and COVID-19 mortality in the United States*, Boston, Harvard T.H. Chan School of Public Health, avril 2020.



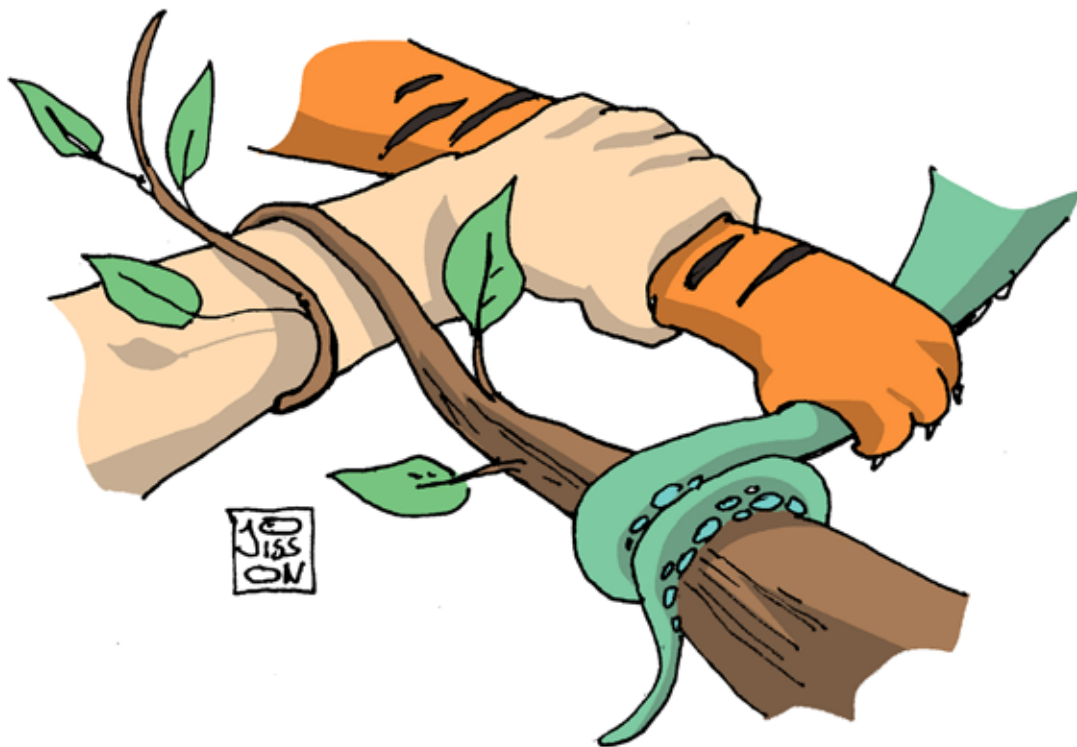
cause les engagements déjà pris et à réduire le soutien de l'opinion publique, forcément marquée par les impacts sociaux d'une mise à l'arrêt de l'économie, à des mesures ambitieuses pour le climat⁴.

Vers un *Green New Deal*

Alors, que faire ? La période qui s'annonce verra probablement s'accroître la polarisation entre les trois grandes tendances politiques qui émergent depuis une décennie. Premièrement, les tenants de la mondialisation néolibérale tendront à préserver celle-ci, avec l'arrivée probable de nouveaux plans d'austérité. Deuxièmement, le courant national-populiste pourrait se voir

renforcé par les peurs nouvelles, le rejet d'une classe politique dont l'incapacité à gérer collectivement la crise sape la légitimité, et les conséquences sociales, les plans d'austérité. Il existe cependant une troisième voie. Construite autour du *Green New Deal*, elle consiste à allier économique, justice et respect de la planète. Elle demandera aux politiques, mais aussi à la société civile, de sortir des silos pour construire une approche globale de l'action publique : santé, climat, économie, etc. À ce titre, les dix-sept objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies en 2015 constituent une première base. Pour autant que l'on en fasse une réelle boussole de toutes les poli-

4 François Gemenne, « Pourquoi la crise du coronavirus est une bombe à retardement pour le climat », dans *Le Soir*, 28 mars 2020.



5 Voir à ce sujet Éloi Laurent, *Sortir de la croissance. Mode d'emploi*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2019, 205 p.

6 Nicolas Van Nuffel, «Coalition climat, catalyseur ou incubateur?», dans *Revue politique*, janvier 2020.

tiques⁵. Illusoire? Peut-être pas : l'accord de gouvernement wallon est loin d'être parfait, mais représente une avancée réelle vers une approche intégrée de la transition. De même, le pacte vert pour l'Europe, lancé par la Commission européenne à la fin de l'année 2019, constitue un pas dans le bon sens – inimaginable il y a un an.

Pour y arriver, il n'existe pas des milliers de solutions. Si les responsables politiques se sont mis à bouger pour le climat, c'est parce que citoyennes et citoyens se sont manifestés, en masse et dans la durée. C'est aussi parce que la société civile a été capable de traduire ces mobilisations en revendications vis-à-vis

des médias et du politique⁶. Si nous voulons que la reconstruction post-Covid-19 se fasse sur de nouvelles bases, il nous faudra cependant passer à l'étape suivante : celle qui consiste à articuler un projet de société cohérent, à promouvoir collectivement. Le *Green New Deal* est à ce titre un excellent étendard, à condition qu'il ne soit accaparé par aucune «chapelle» mais serve d'espace de rassemblement pour construire un avenir juste et durable. ✿



La bienveillance, une arme de choc

En cette époque troublée, la crise qui nous confine risque aussi de nous isoler socialement, de nous replier sur nous-mêmes. À l'heure où tout se radicalise – la ruse, la haine, l'ego ou le politiquement correct –, l'auteur à succès Didier van Cauwelaert fait, dans son dernier ouvrage, l'éloge d'un mot, son leitmotiv depuis l'enfance. Un mot qui, finalement, n'a de sens que si on le met en pratique : la bienveillance.

Propos recueillis par Catherine Haxhe
Journaliste

La laïcité se méfie de la bienveillance, lui préférant souvent la solidarité née d'une totale égalité. Que diriez-vous pour défendre la bienveillance, pour l'expliquer, pour empêcher peut-être cet amalgame négatif de la charité ou de la condescendance ?

Partons simplement de l'étymologie. La bienveillance, ça ne veut rien dire d'autre que faire le bien, vouloir le bien, du latin *benevolens* d'où est sorti le mot «bénévole» – que la laïcité aime bien employer aussi. Je pense qu'il ne faut pas faire le procès des mots. Il est arrivé quelque chose de très dommageable à la bienveillance qui, jusqu'à la Révolution française, était précisément porteuse de ce sens très simple qu'elle devrait toujours avoir. Et puis, la Révolution française l'a assimilée à un comportement d'Ancien Régime qu'il convenait d'éradiquer, en l'assimilant à une charité

condescendante qui était l'un des privilèges des seigneurs. Il fallait la remplacer par la lutte des classes et l'égalité pour tous. La bienveillance est à la fois une arme et une armure. C'est une arme contre le mal que l'on peut vous faire, le mal que vous risquez de vouloir aux autres en riposte. Et c'est une armure contre les conséquences intérieures du mal que l'on vous a fait, c'est-à-dire ressasser, être en colère, être en volonté de vengeance. Tout ce qui, chimiquement, va vous remplir de toxines, va solliciter les mauvaises hormones.

Vous dites aussi qu'il faut être en bonne intelligence avec soi-même pour être bienveillant. Qu'entendez-vous par là ?

Revenons à l'étymologie : le mot «intelligence» vient de *intellegere*, qui signifie créer des liens entre les

choses ou mettre en évidence l'existence de ces liens. C'est d'ailleurs la même étymologie que religion, *religare*, relier des choses entre elles, montrer la réalité de ces liens. Hélas, trop souvent, la religion est devenue facteur de division. Et l'intelligence a souvent alimenté le rapport de force, le rapport de puissance. Or, vivre en bonne intelligence, ça veut dire vivre avec l'autre en connaissance des liens d'interconnexion qui nous unissent, dans une forme de sérénité. Vivre en bonne intelligence avec soi-même, c'est s'accepter tel qu'on est.

C'est un retour aux liens avec les autres en contradiction avec le monde capitaliste, néolibéral, extrêmement individualiste ?

Oui, et c'est aussi un combat contre le court terme, contre ce calcul de rentabilité et de privilèges qui ne reposent que sur les exploitations des richesses, du sous-sol, des ressources humaines, tout cela en fonction d'un résultat, d'un exercice ponctuel. La bienveillance se situe au-delà de ça, sur un calcul à long terme – et « calcul » n'est pas employé comme un terme péjoratif.

Est-ce que cette bienveillance est innée ? L'aurait-on oubliée ? Faut-il la réapprendre ?

Je pense que c'est quelque chose de profondément inné. Qu'est-ce qui unit l'homme, l'être humain, l'animal, le monde végétal ? Ce sont les composants communs qui sont sur toutes les bactéries. Ces bactéries

La bienveillance est à la fois une arme et une armure. C'est une arme contre le mal que l'on peut vous faire, que vous risquez de vouloir aux autres en riposte. Et une armure contre les conséquences intérieures du mal que l'on vous a fait.

initiales qui ont créé la grande aventure de l'évolution voici quatre milliards d'années, ont abandonné le clonage au profit de la reproduction sexuée. C'est-à-dire qu'elles n'ont pas choisi la mort mais l'échange, la biodiversité et la mobilité (le mouvement). La première structure que ces bactéries ont mise en place, c'est la symbiose, l'union d'organismes différents qui décident de marcher ensemble, de fusionner pour le bien de chacun. Nous sommes vraiment à la racine de la bienveillance. C'est la base de l'évolution. Darwin lui-même l'affirmait, contrairement à ce que soutiennent quelques néodarwinistes qui ont travaillé sa pensée. La première application de l'évolution, ce n'est ni la sélection naturelle, ni le rapport de force. Darwin était un botaniste, il savait très bien comment cela fonctionnait. C'est justement cette coévolution, cette association coopérative qui va faire avancer les choses. Nos sociétés ont été construites sur des rapports de force, sur l'exploitation du plus faible. Mais tout cela est réversible. Des exemples existent. Je

travaille beaucoup avec des peuples d'Amazonie, en Équateur, qui proposent un autre modèle, une autre façon de vivre ensemble, avec les humains, les animaux, les végétaux. La bienveillance mutuelle est le ciment de cette société-là.

Vous vous dites « guerrier de la bienveillance ». Comment ce trait de caractère est-il né en vous ?

C'est en réaction à la maltraitance subie à l'école par des petites bandes. Quand l'adversaire se dit que vous allez le dénoncer et que vous ne le faites pas, vous créez quelque chose chez lui qui peut être la source

d'un changement, d'une prise de conscience très forte. En plus, vous renforcez votre pouvoir. Vous êtes craint parce que vous pouvez toujours, un jour, dénoncer. Tout à coup, les gens sont déstabilisés par votre attitude. Je l'ai compris à 8 ans.

Est-ce qu'une bienveillance est forcément liée à une spiritualité ?

Oui et non. Les animaux et les végétaux pratiquent une bienveillance naturelle dans laquelle la spiritualité ne semble pas, a priori, rentrer. La spiritualité semble quand même avoir été développée par l'être humain. Et elle aide toujours même



© Hannah Assouline

Écrivain et auteur de pièces de théâtre, prix Goncourt, Didier Van Cauwelaert écrit depuis l'âge de 7 ans. Il se qualifie de romancier de la reconstruction et aborde dans la majorité de ses ouvrages la difficile construction de personnes en souffrance.

si, parfois, elle peut devenir un frein lorsque tout à coup des dogmatismes s'y mêlent et quand des religions se dressent les unes contre les autres. Il existe une forme de spiritualité laïque à laquelle je suis très attaché et que tout le monde peut pratiquer, qu'on adhère à une religion ou pas.

Vous décriez aussi la responsabilité collective et proposez plutôt une implication personnelle dans tout, pour ne pas se retrancher dans le « passez devant, je vous rejoins ».

Je vous donne des exemples. Oui, on peut signer des pétitions, oui, on peut faire des manifestations. Mais si on ne change rien en soi-même ou en ceux qui vous touchent particulièrement, si l'acte individuel n'est pas très présent, c'est un peu facile. On n'est pas sur Terre uniquement pour faire nombre.

Pour terminer, j'aimerais que vous nous parliez du « commando des rêveurs d'élite », qui pourrait être source d'inspiration...

En effet, j'évoque dans mon livre cette expérience lancée par l'ONU et initiée par des universitaires américains à la fin des années 1980, pendant la guerre entre Israël et le Liban. Ces étudiants ont proposé aux Nations unies un projet de conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient. Le but était d'envoyer des « rêveurs d'élite », c'est-à-dire des gens entraînés à une concentration mentale maximale sur des champs de bataille. Et qui avaient pour mission, non pas

de prier pour que la paix revienne, mais plutôt de se réjouir que la paix soit déjà revenue – alors qu'on était encore en pleine guerre. Ils devaient installer une autre réalité, actualiser une information hypothétique qu'ils allaient chercher dans le futur, dans une époque où cette guerre serait finie. C'était une expérience de pensée quantique, comme le disait Einstein. Les observateurs de l'ONU présents sur place, ont constaté que les gens arrêtaient de se tirer dessus quand ces « casques roses » – comme les appelait Jean-François Revel en référence aux casques bleus – arrivaient comme un commando de Bisounours pour se réjouir, dire merci pour la paix revenue. Ils travaillaient avec des casques antibruit sur les oreilles et des masques sur les yeux, pour être sourds et aveugles.

Les résultats étaient tellement exceptionnels que l'ONU a rendu des rapports, sur base desquels l'université de Princeton a établi des statistiques en posant cette question : combien faut-il de gens pour arrêter une guerre en installant l'idée de la paix comme si c'était déjà une réalité ? Ils sont arrivés à 1 % de la racine carrée de la population concernée par la guerre qui souhaite la paix. Et qu'a-t-on fait de tout cela ? Rien. Jamais on n'a renouvelé cette expérience extraordinaire. Évidemment, la paix ne rapporte pas grand-chose et les chantiers de reconstruction qu'on signe avant d'aller détruire les infrastructures d'un pays, rapportent davantage. C'est malheureusement la guerre qui fait le plus tourner les industries. 🌿



Didier Van Cauwelaert, « La Bienveillance est une arme absolue », Paris, éditions de l'Observatoire, 2019, 288 p.

Communes hospitalières : plus qu'un slogan !

Trois ans après son lancement, « Commune hospitalière », la campagne de sensibilisation aux questions migratoires, mobilise une commune francophone sur trois. Un constat et des réalités, des engagements différents d'un lieu à l'autre, mais une bonne nouvelle : le message est plutôt bien passé !

Par Pierre Jassogne
Journaliste

En deux ans de campagne « Commune hospitalière », de nombreuses municipalités ont pris, en faveur des migrants en Wallonie et à Bruxelles, des engagements dont la force varie d'une majorité à l'autre. Que ce soit par le biais de leur CPAS, de leur police locale ou encore de leurs administrations, les pouvoirs locaux disposent d'une série de leviers leur permettant de faciliter, sur leur territoire, la vie des résidents étrangers en situation précaire.

Lancée en 2017 par le CNCD-11.11.11, le CIRé (Coordination et Initiatives pour Réfugiés et étrangers), Amnesty International et Médecins du monde, cette campagne avait pour but de rappeler l'existence et l'utilité de ce pouvoir. Depuis, plus de septante communes se sont déclarées « hospitalières ». Être une commune hospitalière, cela implique avant tout de s'engager à mener une politique migratoire basée tant sur le respect des droits humains que sur les valeurs de solidarité. Dans ce cadre, la

commune mène des actions concrètes en faveur de trois publics cibles : les demandeurs d'asile, les sans-papiers et les migrants, et prend des engagements fermes en matière de sensibilisation d'accueil et de séjour des migrants sur son territoire. Cela étant dit, derrière cet accueillant qualificatif, se cachent des réalités parfois bien différentes.

État d'urgence

À Waremmme, la Maison de la Laïcité se retrouve fort seule dans l'accueil des migrants sur le territoire de la commune. Début 2018, en réaction à la gestion politique catastrophique en matière de politique migratoire, l'établissement décide de se mobiliser et de transformer ses locaux en un relais de jour. Sa présidente, Jacqueline Gihousse, rappelle : « Tout est parti de démarches individuelles dans le chef de plusieurs personnes. Nous véhiculions des migrants depuis le parc Maximilien, à Bruxelles, à l'aller comme au retour, et ce, afin

de les acheminer dans des familles d'hébergeurs habitant à Waremme ou dans les environs.» De fil en aiguille, l'idée s'impose de prévoir un endroit où accueillir ces personnes pendant la journée. Des vêtements sont récoltés et des vivres distribués aux migrants, qui emportent ce dont ils ont besoin. De la vingtaine de personnes qu'elle aide, la Maison de la Laïcité se retrouve certains jours avec quatre-vingt. «On est en permanence dans l'urgence en se demandant si demain, il y aura toujours assez de bénévoles», poursuit Jacqueline Gihousse.

La Maison attendait de la commune, pourtant «hospitalière», qu'elle adhère pleinement à cet élan de

solidarité. Par exemple, en mettant à leur disposition des infrastructures d'accueil à destination des migrants. Or, à en croire Jacqueline Gihousse, Waremme chercherait au contraire à éviter toute solution. «Nous avons rencontré les autorités pour tenter de trouver un lieu pour les migrants au début de l'opération, mais depuis, rien n'a été fait. On continue de solliciter la commune, mais elle préfère maintenir le *statu quo*, estimant que nos initiatives ont créé un appel d'air.»

Cité ardente et citoyenne

À quelques kilomètres de là : Liège. Première grande ville francophone à devenir «hospitalière». En novem-



© Belal Khaled/NurPhoto/AFP

Il n'est pas illégal d'aider humainement ces populations en transit. Ce qui l'est, c'est de se servir d'elles pour en tirer un profit personnel, comme le font les passeurs. Ici, c'est un acte purement humanitaire.

bre 2017, le conseil communal adoptait à l'unanimité une motion par laquelle la Ville s'engageait à améliorer l'information et l'accueil des personnes migrantes, quel que soit leur statut. Un programme qui a par ailleurs été consacré dans la déclaration de politique communale, après les élections de 2018.

Cette motion est le fruit d'un véritable travail de concertation entre les autorités communales et le Collectif liégeois pour une justice migratoire rassemblant des citoyens et des citoyennes, ainsi qu'une cinquantaine d'associations. La motion liégeoise reprend avec précision les règlements et les droits des personnes en garantissant systématiquement l'interprétation la plus favorable aux migrants, notamment en matière de logement, d'accès à la formation ou aux soins de santé. Depuis le vote de cette motion, différents sous-groupes de travail ont été mis en place; ils sont composés de membres de l'administration, du politique et du collectif. «Ce travail en sous-groupe permet d'avancer sur les demandes spécifiques du collectif, relatives jusqu'ici au logement, à la formation, au CPAS, à la police, ou encore à la situation des femmes migrantes précaires, etc.», explique Emmanuelle Vinois, juriste à l'ASBL Point d'Appui.

Mais des défis restent évidemment à relever, à l'instar de l'amélioration du délai de traitement des dossiers au CPAS ou quant à la mise en place d'un local permettant d'accueillir pendant la journée des migrants

en transit. Seule frustration d'Emmanuelle Vinois: le temps que prend une décision. «Depuis les élections communales, on constate moins d'avancées. En attendant la mise en place des cabinets de la nouvelle majorité politique, il a fallu relancer la machine. Pour le monde associatif et au vu des urgences rencontrées, c'est beaucoup trop lent. Même si on travaille dans un climat de confiance.»

Un sentiment partagé par l'échevine de la Solidarité internationale de Tournai, l'écologiste Coralie Ladavid. «Étant donné qu'on est confronté à cette problématique des transmigrants, la prise de conscience est forte. Se pose pour les autorités communales la question de la légalité d'un accompagnement. Je n'arrête pas de travailler sur cette question avec le bourgmestre, mais effectivement, il y a la crainte d'un appel d'air chez certains, raison pour laquelle il faut déconstruire cette logique. Mais cela prend du temps et génère des frustrations au sein des bénévoles sur le terrain.»

Tournai est devenue «hospitalière» en 2019. Depuis, c'est un vaste chantier qui s'ouvre pour les autorités locales à travers des groupes de travail avec les acteurs associatifs, comme c'est le cas à Liège, à travers l'accès au logement ou l'accueil des personnes étrangères à l'administration communale. «Finalement, il s'agit de mieux coordonner et valoriser des choses qui existent déjà à l'égard de ce public. Cette dynamique est intéressante, elle s'inscrit

dans une réelle logique participative entre citoyens, associations et auto-rités», indique encore l'échevine Écolo.


Au-delà des espérances

Cet élan de solidarité ne concerne pas uniquement les grandes villes. Ainsi il y a trois ans, Habay, commune de 8 400 habitants située en province de Luxembourg, signait elle aussi la motion. Fin 2019, elle passait à l'action en proposant d'ouvrir un local pour accueillir ces populations en transit. Un espace géré par des bénévoles où les migrants pourront se reposer, se réchauffer, prendre un repas et recevoir des soins plutôt que de zoner dans des camps de fortune régulièrement démantelés par les services de police. C'est que dans la région, depuis des mois, les transmigrants sont nombreux et, jusque-là, les bénévoles se relayaient pour aider ces personnes à simplement se nourrir, dormir. Pour le bourgmestre MR, Serge Bodeux, «il n'est pas illégal d'aider humainement ces populations en transit. Ce qui l'est, c'est de se servir d'elles pour en tirer un profit personnel, comme le font les passeurs. Ici, c'est un acte purement humanitaire».

De l'aveu du CNCD-11.11.11, la campagne «Commune hospitalière» a dépassé les espérances, avec une mobilisation dans une commune francophone sur trois. «C'était à la base une campagne de mobilisation citoyenne destinée à interpeller les communes. Notre vocation

n'était pas d'analyser tout ce que les communes mettaient en place», précise Carine Thibaut, directrice de la campagne. Au fond, l'objectif était simple: il était important que les citoyens s'expriment sur la question des migrations, et que le terrain ne soit pas uniquement occupé par des professeurs de haine.

Quant aux résultats, même si le CNCD n'est pas là pour remettre un bulletin aux communes, force est de constater qu'ils peuvent varier ostensiblement d'une commune à l'autre: «À Liège, le collectif a obtenu des choses très concrètes. Les femmes sans papiers ont pu avoir accès aux soins obstétricaux, ce qui n'était pas le cas auparavant. Toute une dynamique s'est également mise en place à Namur et au Luxembourg sur la problématique des migrants en transit, comme à Habay.»

Fin 2019, les collectifs, qui agissaient chacun de leur côté au niveau de leur commune, ont commencé à se rassembler pour coordonner leurs revendications et interpeller la Wallonie. «Quel que soit le niveau de pouvoir, les collectifs veulent peser dans la balance et obtenir des actions concrètes des autorités», rappelle Carine Thibaut. Une réunion a eu lieu ces derniers mois avec les autorités régionales. «Parmi les idées déposées sur la table, des actions d'aide médicale urgente au travers de bus itinérants ou encore une plus grande implication des CPAS dans l'aide aux migrants. Les mois qui viennent diront si les promesses se sont traduites en actions concrètes.» 

« Le participatif, c'est indispensable pour changer les comportements »

Depuis les plus petites bêtes jusqu'aux plus grandes, Gilles Bœuf étudie le vivant de près. Le biologiste estime que l'observation de l'écosystème animal et naturel devrait inspirer les êtres humains, notamment en les incitant à activer davantage l'outil participatif.

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

En tant que biologiste et écologue, vous affirmez que la préservation de l'environnement, en particulier des écosystèmes, c'est l'affaire de tous. Qu'entendez-vous par là ?

Je vais prendre un exemple : on a tendance à se réfugier derrière des politiques qui feraient le travail et prendraient en main le sauvetage des abeilles, par exemple. Mais on se trompe : ils ne le feront pas. Les abeilles ont perçu le changement climatique il y a plus de cinquante ans. Nous avons déjà des données à ce sujet en 1974. Autre exemple : que ce soit en pays catalan ou dans le Bordelais, en vingt ans, on a gagné un bon mois sur la période des vendanges. La vigne, on ne lui a pas dit non plus que le climat changeait, elle l'a aussi ressenti, bien sûr. Et les pay-

sans ont observé cela sur le terrain et organisé leur réaction face aux mauvaises décisions. Quand on responsabilise les gens à un effort associatif, c'est génial, parce que le jour où le député du coin va assécher la mare, ils ne seront pas d'accord. Et tous ces gens-là ont un énorme intérêt par rapport à nous, car ils sont partout et tout le temps, au cœur du vivant. Ce qui n'est pas notre cas, ni celui des politiques ou des scientifiques. Le participatif rend éminemment service, c'est très puissant et indispensable pour changer les comportements. Vous savez, j'ai présidé durant sept ans une très grande maison : le Musée d'histoire naturelle, qui emploie 2 400 personnes. Mais en parallèle, chaque jour, ce ne sont pas moins de 20 000 personnes en source participative qui contribuaient. A



partir d'un protocole scientifique, l'on peut opérer des sciences participatives en accumulant des données et en les utilisant pour mieux gérer notre environnement et les écosystèmes.

Certains spécialistes affirment que nos systèmes sont face à un effondrement, qu'en pensez-vous ?

Je ne suis pas du tout un collapsologue, mais là où je suis d'accord avec eux, c'est que si on n'agit pas, on s'y dirige, effectivement. Pourtant, je crois encore que l'on peut agir. On m'a d'ailleurs surnommé l'«écologue optimiste», même si l'on me dit que je suis plus pessimiste qu'il y a dix ans. Peut-être parce qu'on prêche beaucoup dans le désert. Et puis, chaque fois que l'on discute, le temps passe !

Que pensez-vous de la mobilisation des jeunes pour le climat ?

Ils sont préoccupés. Alors, quand ils viennent me voir à la fin d'un cours en me disant : «Monsieur, est-ce qu'on peut faire un bébé ?» – c'est une question qu'on posait au curé avant, pas aux profs d'université –, ma réponse est toujours la même : «Écoute, si tu as un copain qui est sympa avec toi, vraiment amoureux, gentil, qui va s'occuper du bébé, tu pourras en faire un ou deux. Pas huit, par contre !» Pour qu'aujourd'hui, des jeunes en soient arrivés là, on a vraiment merdé, nous, les vieux ! Franchement, on leur a volé leur jeunesse.

Les mentalités ne sont-elles pas en train de changer ?

Pour de nombreuses espèces animales et insectes, l'entraide est naturelle.

Il y a quand même un déclic. J'enseigne aussi dans les écoles d'ingénieurs et même les majors de promotion ne postulent plus dans les grands groupes. C'est fini, ça. Désormais, ils préfèrent les petites PME, des petites start-up, pour lancer de nouvelles idées, avec comme leitmotiv *We have to change*. C'est très encourageant.

Quel est l'impact de ce changement potentiel ?

Il est gigantesque. D'abord éthique, même dans notre domaine. En République du Congo, il y a une réserve de bonobos, comme celles de lémuriens à Madagascar. Mais quand vous allez voir la population dans le village d'à côté, on vous dit des choses terribles telles que: «Les bonobos au Congo, je n'en ai jamais vu, parce que l'on m'interdit l'accès à la réserve naturelle où ils vivent. Et vous, combien ça vous a coûté de ramener cinq bébés bonobos, gardés pendant trois ans, pour essayer de les remettre dans la nature? Car moi, je ne sais pas ce que je donnerai à manger à mes enfants demain!» Qu'est-ce que vous voulez que je réponde à ça? Mon effort est totalement ridicule par rapport aux préoccupations de ces gens-là. Raison pour laquelle je suis d'accord avec les Nations unies, dont l'objectif numéro un est d'éradiquer la pauvreté.

J'ai cru comprendre que vous estimez que les femmes constituent des moteurs de changement ?

Oui, et de puissants moteurs! Mais pour ça, il faut qu'on les écoute. Et qu'on arrête de dire aux petites filles: «Plus tard, tu seras puéricul-

trice.» Disons leur plutôt: «Tu vas devenir médecin.»

Ça commence par l'éducation, mais après ?

Il y a d'énormes efforts à fournir. Il faut arrêter de tout genrer et faire attention au système, dans les détails. J'ai lu un article qui expliquait que les animaux d'élevage sur lesquels on travaille, ce sont toujours des mâles. Et dans les musées européens, les animaux exposés sont aussi des mâles. Cela a été fait par des hommes, de façon inconsciente, car il n'y avait pas de femme dans les musées.

Vous dites aussi que les animaux sont nos alliés. De quelle manière ?

Dans le sens où nous devrions nous inspirer de leur extraordinaire capacité d'adaptation plutôt que d'adopter une attitude arrogante envers eux. Cela nous permettrait de dépasser la problématique du changement climatique. Je fais notamment référence à une action provenant du Centre européen d'excellence en biomimétisme et biorespiration dont le but est d'inciter des entrepreneurs à gérer leurs problèmes technologiques par des solutions inspirées de la nature. Celle-ci ayant un énorme avantage par rapport à nous: elle ne crée jamais de produit qui puisse être très toxique ou qu'elle ne peut pas dégrader. Par contre, les 100 000 molécules inventées par les humains depuis la guerre et qui nous empoisonnent tous les jours, j'estime que cela devrait relever du pénal. Le chimiste qui a inventé une molécule comme le chlordécone, un

pesticide notamment employé dans les plantations de Martinique (et accusé de multiplier les risques de cancers de la prostate, NDLR), alors que la nature ne pourra jamais la dégrader, il devrait être en prison! C'est complètement inconséquent et irresponsable: tout ça, pour gagner cinq centimes sur le prix du kilo de bananes. C'est à pleurer. Mais nous pouvons aller chercher des solutions à nos questions dans le vivant, car le vivant fait tout avec une énorme parcimonie d'énergie.

Il faut donc l'observer davantage, ce vivant, pour pouvoir s'adapter au changement ?

Il faut le respecter, il faut l'aimer, il faut l'admirer. Et sortir de notre arrogance. L'un des gros défauts de l'humain, c'est l'imprévoyance. Nous n'aurions jamais dû inventer la machine à vapeur sans, dès le départ, nous poser cette question: «Qu'est-ce qu'on fait du CO₂ qui s'en dégage?»

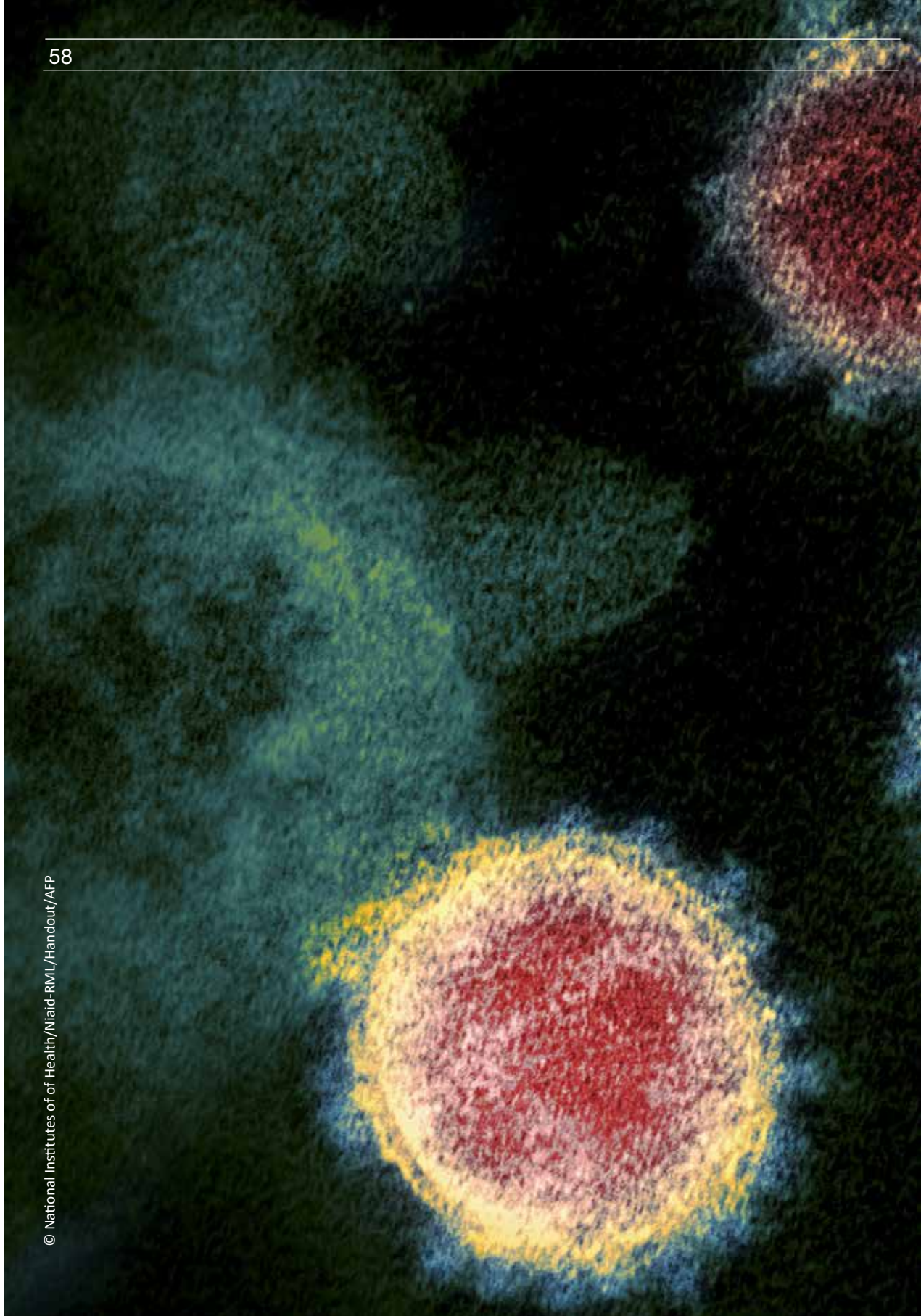
Parmi les thématiques qui vous sont chères, l'égalité détient une place centrale. Observez-vous à l'instar d'autres praticiens, l'impact des inégalités dans nos sociétés ?

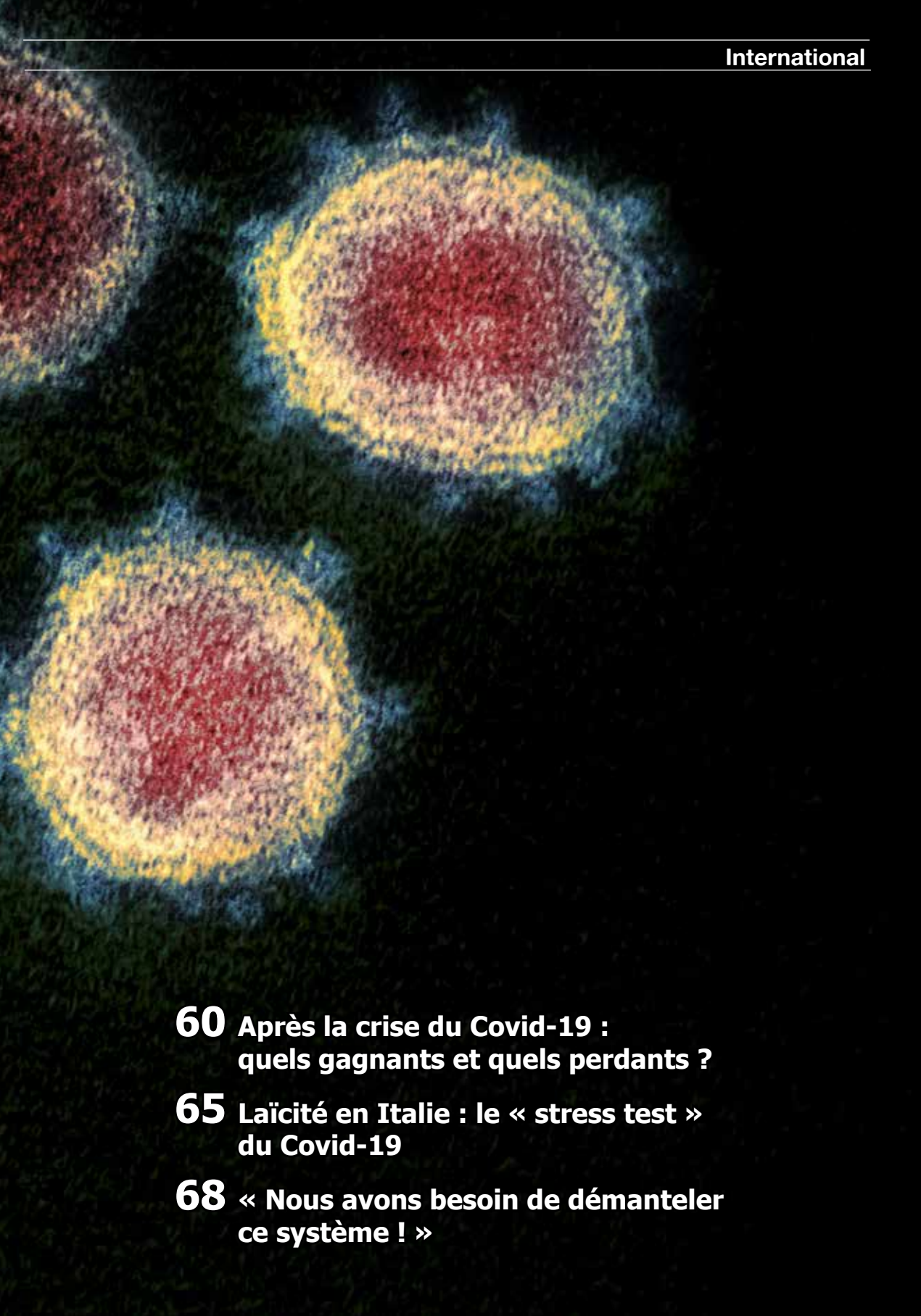
Bien sûr. On l'a déjà constaté avec les Gilets jaunes en France. Je comprends ces gens qui descendent dans la rue pour lutter contre les inégalités. Ce que je ne m'explique pas, par contre, c'est la violence. Elle n'a jamais servi à rien. Autre exemple: je lisais dans une revue qu'un traitement antibiotique avait été mis au point pour la somme d'un demi-million d'euros. Mais à qui ça va servir, à quoi? À rien

si cela ne sert qu'à l'infime minorité qui peut se l'offrir! Cela pose aussi la question de la manière dont on utilise l'argent de la recherche.

Quels sont nos leviers d'action pour changer de paradigme ? Et comment les mouvements écologistes peuvent-ils être davantage écoutés et suivis d'actions ?

Il faut qu'ils soient fermes, mais pas forcément violents. Je reviens à nos jeunes, ils sont en train de se radicaliser, ils en ont marre. Et lorsque l'on voit la manière dont Greta Thunberg est attaquée, j'ai honte d'être un mâle homo sapiens. Donc, par rapport aux solutions, quand je fais les courses, je n'achète pas des kiwis de Nouvelle-Zélande ni des avocats du Kenya; j'attends qu'ils soient produits localement en saison, je mange aussi beaucoup, beaucoup moins de viande. Ensuite, je participe à des associations, on discute entre nous, je mets en avant le bonheur et le bien-être plus que l'argent. Et ça, c'est une mentalité qui doit changer. Puis, je n'accumule pas! Aujourd'hui, on a créé une société du consumérisme, c'est dramatique. Si on continue comme ça, alors les collapsologues auront raison: ça finira mal, notre histoire. Surtout que plus le temps avance, moins on a de temps pour réagir. Il faut songer à la façon de ramener la biodiversité en ville. Chaque fois que l'on détruit un immeuble, remettons de la verdure, par exemple. Il y a plein d'actions où il est possible d'intervenir: il faut pousser le monde politique au derrière. De toute façon, si l'on ne réussit pas cette révolution écologique, on ne réussira rien d'autre. 🌱





60 Après la crise du Covid-19 :
quels gagnants et quels perdants ?

65 Laïcité en Italie : le « stress test »
du Covid-19

68 « Nous avons besoin de démanteler
ce système ! »

Après la crise du Covid-19 : quels gagnants et quels perdants ?¹

À quoi le monde d'après le Covid-19 ressemblera-t-il ? Quels seront les rapports de force internationaux après la crise sanitaire, commerciale, économique et politique qui frappe la plupart des pays ? Quelles nations, quelles économies, quelles régions sortiront durablement affaiblies de ce moment ? Quelles alliances et quels États pourraient, au contraire, tirer parti de cette épreuve pour acquérir de nouvelles positions de force ? Malgré la consternation devant l'ampleur du bilan humain à travers la planète, il est urgent d'imaginer le monde d'après.

Par Cyrille Bret
Géopoliticien - Sciences Po/Université Sorbonne Paris Cité

Face à l'ampleur mondiale des défis médicaux, technologiques et économiques, certains souhaitent et promeuvent un sursaut de coopération et même un élan de solidarité dans les relations internationales. D'autres prévoient et précipitent un retour aux souverainetés nationales garanties par un *leadership* fort et des frontières étanches. La plupart des grandes crises mondiales bouleversent les rapports de force économiques, politiques et stratégiques. Elles créent une rupture (*krisis*) qui instaure un « avant » et un « après ». Elles opèrent bien souvent comme des accélérateurs des tendances à l'œuvre. Elles précipitent le déclin de certains acteurs, font émerger de nouvelles positions de force et refondent complètement les équi-

libres planétaires. Les deux guerres mondiales du XX^e siècle ont accéléré le retrait de l'Europe et l'hégémonie des superpuissances américaines et russes. Les crises économiques de 1998 et de 2008 ont, elles, consacré la force économique et financière de la République populaire de Chine (RPC). Il en va de même pour la crise actuelle : elle suscite d'ores et déjà des césures dans les relations internationales.

Qu'on ne s'y trompe pas : si certains conflits sont ralentis par le virus, les rapports de force, eux, continuent à évoluer, parfois d'une façon très rapide. Même si elles restent à confirmer tant elles sont évolutives, plusieurs tendances se manifestent d'ores et déjà. L'épreuve du Covid-19 accen-

¹ Article originellement mis en ligne sur www.the-conversation.com, le 6 avril 2020.

tue en effet les différences, les écarts et les hiérarchies entre, d'une part, les États solides, capables de soutenir leurs économies tout en imposant des mesures prophylactiques fortes, et, d'autre part, ceux qui, faute de marges de manœuvre budgétaires, d'assise politique ou d'appareil administratif efficace, apparaissent comme affaiblis voire discrédités dans leur gestion de la crise.

La Chine, de bouc émissaire à médecin du monde

Au fil de la crise, le crédit international de la République de Chine a suivi une trajectoire inattendue: en quelques semaines, elle est passée du statut de fauteur de pandémie à celui de chevalier blanc des appareils de santé occidentaux. Elle a réussi à surmonter son déficit d'image pour se proposer comme modèle de gestion de crise.

Foyer initial de l'épidémie, la Chine s'est infligé à elle-même une thérapie de choc: en coupant de l'économie mondiale les provinces industrielles contaminées, celle du Hubei au premier chef, en appliquant à ses populations des mesures de confinement drastiques et en se retirant complètement des chaînes de production pendant six semaines, l'économie chinoise s'est lourdement pénalisée au début de 2020, après des performances économiques limitées en 2019. Cela a provisoirement profité à ses rivaux régionaux qui ont immédiatement repris une partie de la charge industrielle de l'usine du monde. Le choc économique est profond pour la Chine: la Banque mondiale vient d'annoncer que le taux

de croissance de la Chine pour l'année 2020 ne serait que de 0,1 %. Les risques politiques intérieurs sont considérables car une telle interruption de la croissance continue du pays depuis trente ans ébranlera le contrat social entre le Parti communiste chinois (PCC) et la population. Le régime actuel est assis sous la garantie d'une amélioration économique constante et massive en échange de l'obéissance politique.

Mais le rythme de la crise est tel que la position de la RPC s'est très rapidement rétablie. Depuis deux semaines, la Chine expédie ses médecins, ses millions de masques et ses conseils scientifiques à travers la planète. Engagée dans une course de réputation avec la Corée du Sud et Singapour pour s'arroger le statut de puissance sanitaire exemplaire, elle veut devenir le «médecin du monde», pointant au passage les lacunes réelles ou supposées des systèmes de santé étrangers. Dans sa lutte ouverte avec l'administration Trump, l'ancien paria médical du début de 2020 devient un donneur de leçons pour une Amérique durement frappée par le virus. Loin d'apaiser les relations transpacifiques, la crise étend la rivalité sino-américaine sur d'autres plans: médical, sanitaire et politique.

Pour la Chine, le monde d'après le Covid-19 a déjà commencé: la production industrielle (mais pas la consommation intérieure) a très rapidement rebondi. Ce rebond ne suffira pas à garantir une croissance soutenue pour 2020 mais constitue un signe avant-coureur de reprise. Surtout, la RPC aborde le monde d'après avec un coup d'avance: les États-Unis viennent

seulement de mesurer l'ampleur du défi et ne sortiront de la crise que bien plus tard; la planète industrielle a une nouvelle fois constaté que les usines chinoises sont aujourd'hui irremplaçables. Le monde d'après la crise sera encore plus centré sur la Chine.

L'Union européenne, entre chemin de croix et résurrection pascale

Pour l'Union européenne comme pour la Chine, la crise du Covid-19 a commencé comme un véritable chemin de croix. Quand l'Union est devenue le deuxième foyer de la pandémie, tous les maux ordinaires de l'Europe se sont manifestés avec une force redoublée. Épouvantée par la lourdeur des bilans italiens et espagnols, l'Europe a fait face à l'épidémie en ordre dispersé: chaque État membre a adopté une politique sanitaire propre, allant du confinement très strict en Italie à de simples conseils à la population en Suède où prévaut l'approche de l'immunisation collective. Et les manifestations d'égoïsmes nationaux n'ont pas manqué, lorsque l'Italie s'est sentie abandonnée par la France et l'Allemagne, qui ont interdit l'exportation de leurs propres matériels prophylactiques.

De même, sur le plan financier, les réticences à la cohésion et à la solidarité se ravivent. Déjà engagées sur la voie de la non-coopération, les discussions budgétaires sont aujourd'hui bloquées. Les «États frugaux» menés par les Pays-Bas refusent une solidarité financière sous la forme d'une émission conjointe de *corona bonds*. Les rivaux de l'Union tentent de tirer parti

de cette gestion initiale de la crise: les médias chinois ou russes se gaussent ouvertement de la désunion européenne afin de mieux mettre en valeur leurs actions de solidarité, envers l'Italie notamment.

Il est toutefois bien prématuré d'annoncer le déclin rapide de l'UE à l'occasion de cette crise. L'absence de coordination initiale peut jouer en faveur des forces centrifuges, certes, mais elle peut également faire ressortir aux yeux des Européens la nécessité de doter la nouvelle Commission de marges d'action supplémentaires. Surtout, si la faiblesse de l'Union en matière de santé s'est manifestée dans l'établissement des régimes de confinement, sa puissance de frappe en matière financière s'est elle aussi montrée à l'occasion de la crise: tous les États membres ont en effet mis en place des plans de soutien aux entreprises et aux ménages grâce à la suspension du pacte de stabilité et de croissance: l'Europe collectivement et les États individuellement ont ainsi démontré que l'orthodoxie budgétaire n'était pas un obstacle au sauvetage de l'économie. Quant aux institutions financières – la Banque centrale européenne et le mécanisme européen de stabilité –, elles ont adopté des dispositifs massifs pour permettre l'injection de crédits publics dans les économies de l'Union.

Toujours durement frappée, l'Europe n'est pas encore entrée, comme la Chine, dans le monde d'après la crise. Mais elle l'abordera forte d'une expérience cruelle: la non-coordination et les stratégies dissidentes nuisent non seulement aux institutions de l'UE mais

aussi à ses citoyens. Le monde d'après la crise sera traversé, en Europe, par un débat de fond sur le sens de la solidarité entre États membres. Si la réponse économique de l'Union à la crise du Covid-19 est efficace, la construction européenne pourrait, de façon inattendue, s'en trouver renforcée.

L'énigme américaine : 1917 ou 1929 ?

Le monde d'après la crise est encore bien loin pour les États-Unis. Longtemps habitée par un optimiste confiant à la négligence, l'administration Trump a tardé à préparer les dispositifs d'urgence, le plan de soutien à l'économie et, par construction, la sortie de crise. Si le plan de soutien à l'économie finalement annoncé impressionne par son volume financier, le crédit politique national et international du *lea-*

dership américain est aujourd'hui engagé. Le pays est largement brocardé pour son impréparation sur la scène internationale ; de plus, la réduction du chômage, portée au crédit du président en campagne pour sa réélection, est aujourd'hui enrayée.

S'il est certain que le bilan humain risque d'être particulièrement lourd aux États-Unis, plusieurs options sont encore ouvertes pour préparer le monde de l'après-crise. Après tout, les États-Unis ont abordé plusieurs crises internationales avec du retard sans pour autant se priver d'une position de force dans l'après-crise. En 1917, ils avaient rejoint leurs alliés européens sur le tard dans leur effort de guerre mais étaient ensuite apparus comme l'acteur décisif de la victoire contre la Triplice. Capitalisant sur cette entrée en guerre tar-



© STR/AF

Foyer initial de l'épidémie, la Chine s'est infligé à elle-même une thérapie de choc en se coupant de l'économie mondiale.

L'administration Trump est-elle capable de jeter les forces considérables des industries et des administrations américaines dans la préparation de l'ordre mondial post-crise ?



© Artur Widak/NurPhoto/AFP

diver, l'administration Wilson avait façonné l'Europe et le système de la Société des Nations. L'administration Trump est-elle capable de jeter les forces considérables des industries et des administrations américaines dans la préparation de l'ordre mondial post-crise ? Adoptera-t-elle une approche similaire à celle de 1917, multilatéraliste sur le tard ? Ou bien abordera-t-elle la crise comme l'administration Hoover avait traité la crise économique de 1929 en annonçant en 1930 que « la reprise était au coin de la rue » ?

Le monde d'après le Covid-19 sera suspendu à cette énigme américaine : la présidence Trump est-elle capable de revenir sur sa défiance envers le traitement multilatéral des crises ? Ou bien donnera-t-elle à la campagne électorale en cours la tonalité désormais bien connue d'« America First » ?

Le Covid-19 bouleverse d'ores et déjà les relations internationales, les rapports de force et les positions relatives des acteurs en présence. La crise sanitaire a commencé à déclencher une crise économique qui débouchera, dans la deuxième partie de 2020, sur une crise politique. Comme dans toutes les périodes d'accélération de l'histoire, les évolutions sont très rapides et très instables. Mais plusieurs transformations paraissent inévitables : la crise affaiblira durablement les États déjà affaiblis, sur le plan budgétaire et sur le plan politique. L'Italie, l'Espagne, bientôt la Grèce et le Portugal ressentiront à nouveau cruellement leur dépendance à l'égard de l'Europe du Nord. De même, en Asie, la superpuissance chinoise pèsera sur la sortie de crise de tous les États qui dépendent déjà d'elle : Vietnam, Indonésie ou encore Pakistan. La crise a ceci de cruel qu'elle renforce les positions de force et affaiblit encore davantage les États vulnérables... ♣

Laïcité en Italie : le « stress test » du Covid-19

Le pays européen le plus durement frappé par la pandémie compte chaque jour ses morts par centaines depuis les premiers décès le 22 février dernier. Une nation dont le peuple au tempérament réputé indomptable lutte courageusement contre une urgence inconnue jusqu'ici. Un combat contre le virus... et l'hégémonie de l'Église catholique.

Par Adele Orioli

Responsable des initiatives légales et porte-parole
Unione degli Atei e degli Agnostici Razionalisti

En Italie, bien que la laïcité soit reconnue comme principe suprême de l'ordre constitutionnel et induite de la Charte fondamentale par la Cour constitutionnelle, l'enchevêtrement entre les institutions publiques et ecclésiastiques est ambigu, et l'Église est généreusement subventionnée par l'État. Ainsi, chaque année, plus de six milliards d'euros sont versés à la faveur de la seule Église catholique, un milliard l'étant par le biais du système de taxation obligatoire appelé « huit pour mille ». Ce système inclut aussi d'autres confessions religieuses, mais suite à un mécanisme pervers, il permet au premier bénéficiaire, en l'occurrence l'Église catholique qui recueille 37 % des préférences des contribuables, de recevoir plus de 80 % du montant total.

Malgré cette situation privilégiée et la situation d'urgence causée par la

pandémie de coronavirus, l'Église catholique est loin de faire preuve de la même générosité qu'elle sollicite chez ses fidèles. Elle se distingue même par un piètre soutien financier face aux nombreux besoins qui se font sentir – les dons de la population allant essentiellement vers les organisations catholiques comme Caritas ou la Banque alimentaire. Les autres confessions religieuses se démarquent, elles, par leur générosité. Et même l'Unione degli Atei e degli Agnostici Razionalisti¹, à sa petite échelle, a pu organiser une collecte de fonds en faveur de la recherche scientifique et ainsi récolter plus de 15 000 euros.

Le pape, à la une et à la maison

Au-delà de l'aspect financier qui met en avant le déséquilibre, propre à l'Italie, entre les œuvres de charité

¹ Pour rappel, l'UAAR ne reçoit aucun financement public, malgré une demande introduite il y a vingt ans.

chrétienne et la recherche scientifique, la situation d'urgence fait la une. Les médias ne cessent de se faire l'écho des interventions du pape François. À défaut de pouvoir remplir la piazza San Pietro d'une foule fervente, ses sermons sont retransmis à la télévision à un peuple forcé de rester à la maison, et résonnent dans presque tous les salons. Ainsi la RAI, le principal groupe audiovisuel public italien, diffuse sur sa première chaîne télévisée la messe du pape chaque matin en direct. La conférence épiscopale italienne dispose pourtant de sa propre chaîne de télé nationale, TV2000, mais la RAI ne tarit pas de commentaires et retransmet les bénédictions, invocations et autres exorcismes depuis le toit de la cathédrale de Milan ou depuis une place Saint-Pierre déserte. La télévision publique diffuse ainsi fièrement les messages vidéo de Jorge Mario Bergoglio pendant les informations du soir avec une plus grande importance que celles du président de la République. Parallèlement, les premières pages des journaux ne manquent pas de mettre en valeur les moindres faits et gestes du pape, même quand il s'agit de promenades en solo (mais sous grande escorte, bien entendu offerte par l'État italien) sans masque et en totale violation des règles de distanciation sociale.

La foi au détriment de la santé

Le confinement n'a pas été facile à respecter pour les croyants, une des premières mesures de lutte contre la propagation du virus étant l'interdiction de tous les rassemblements, en ce compris religieux. Malgré l'escalade tragique du nombre de morts

et malgré les premières réactions des prélats eux-mêmes, l'arrêt des messes publiques ainsi que des célébrations de mariages, baptêmes et funérailles religieuses, a créé de nombreuses frictions et résistances. La contamination de seize personnes ayant bu au même calice lors de retraites spirituelles organisées par le Chemin néocatéchuménal dans la province de Salerne fin février et début mars n'a pas servi de leçon. Et en Lombardie, la région la plus touchée d'Italie, les églises restent ouvertes pour la prière individuelle. Dans ce contexte, les interdictions et violations ont été nombreuses : des messes organisées dans l'illégalité, des baptêmes bondés, des cortèges et autres processions maintenus et peut-être dirigés par des curés positifs au Covid-19, ont fortement contribué à la propagation de l'infection. Même des voix politiques se sont levées, plus catholiques que le pape, Salvini en tête, pour la restauration des liturgies surpeuplées. Car, pour reprendre les mots du leader mult divorcé de la Ligue du Nord, « la science seule ne suffit pas pour faire face à la pandémie ».

Entraves aux droits à la santé

Plus révoltant encore, la pandémie a servi d'excuse aux mouvements antichoi qui en ont profité pour demander que les interruptions volontaires de grossesse soient éliminées de la liste des interventions urgentes non différées malgré le Covid-19. Leur proposition n'a pour l'instant pas officiellement été acceptée, mais de nombreux hôpitaux les ont déjà suspendues. La demande des gynécologues non objec-



Malgré l'escalade tragique du nombre de morts et malgré les premières réactions des prélats eux-mêmes, les mesures sanitaires n'ont pas toujours été bien suivies par différents représentants de l'Église.

teurs de conscience, c'est-à-dire ceux qui pratiquent les avortements, de procéder par voie médicamenteuse plutôt que de recourir à la chirurgie n'a pas non plus été acceptée. Les procréations médicalement assistées ont quant à elles été suspendues, tout comme les visites endocrinologiques obligatoires pour recevoir les médicaments nécessaires à la transition de genre. Les personnes transgenres sont donc actuellement obligées de voir toute voie thérapeutique interrompue.

L'usage de la superstition et de la diffusion de *fake news* ou l'appel aux traditions catholiques comme méthode pour identifier un ennemi extérieur par les politiques ne sont pas surprenants. Scandaleux, certes, mais pas surprenant dans un pays dont l'école publique consacre autant d'heures à

l'enseignement de la religion catholique qu'aux matières scientifiques. Mais l'Italie ne se résume pas à cela, heureusement. Ce pays où un citoyen sur six n'est pas croyant exporte les meilleurs médecins, scientifiques et chercheurs du monde. La solidarité n'y est pas seulement catholique. Et la laïcité de la santé publique, bien que mise à mal, permet un accès égal aux soins, pour toutes et tous, et pas seulement pour certains. Contrairement aux vérités révélées.

Nous ne savons pas si *andrà tutto bene* (tout ira bien), et comment. Le monde de demain nous attend. Le déconfinement sera lié à la recherche, aux avancées de la science et non à la prière, à l'œuvre des êtres humains et non à une quelconque intervention divine. Il ne faudra pas l'oublier. ✝

« Nous avons besoin de démanteler ce système ! »

En marge de la 63^e session de la Commission des stupéfiants de l'ONU qui s'est tenue à Vienne en mars dernier, nous avons rencontré Zara Snapp, cofondatrice de l'institut RIA¹, au Mexique. Parmi les multiples sujets abordés, elle nous éclaire en particulier sur les enjeux socio-économiques qui sont au cœur du processus de réglementation du cannabis récréatif dans son pays.

Propos recueillis par Anne Cugnon
Documentaliste et membre du Groupe de travail « drogues » - CAL/COM

Un texte qualifié de « régulation et de contrôle du cannabis » poursuit actuellement son chemin au parlement mexicain. Pouvez-vous nous expliquer le processus qui a mené à cette importante décision politique ?

Le Mexique vit actuellement un moment historique. Le Sénat a en effet reçu un mandat de la Cour suprême pour modifier cinq articles de la Loi générale sur la Santé qui prohibent la culture de cannabis pour un usage personnel. En 2015, la Cour suprême a rendu une première décision établissant que la prohibition de la culture de cannabis, à fin d'usage personnel, constituait une restriction du droit au libre développement de la personnalité et au libre choix. Au Mexique, cinq décisions successives de la Cour suprême prononçant le même raisonnement légal sont nécessaires pour obtenir une jurisprudence. Celle-

ci a été finalisée en octobre 2018 et la Cour suprême a alors enjoint le Sénat de légiférer en la matière avant la fin octobre 2019. Faute d'un consensus, le Sénat a demandé une prolongation du délai et il avait jusqu'au 30 avril 2020 pour faire adopter la loi par le Congrès. Les comités du Sénat chargés de rédiger le texte de loi ne se limitent pas à modifier les cinq articles incriminés mais réfléchissent plutôt à comment réglementer entièrement le marché du cannabis en se concentrant sur trois voies d'accès au produit : la culture pour usage personnel avec un maximum de quatre plants – ce qui nous semble très peu –, des associations cannabiques limitées à vingt membres – ce que nous trouvons également bas –, et un marché régulé qui, par exemple, restreindrait l'accès à l'intégration verticale aux entreprises mais l'autoriserait aux *campesinos*, les fermiers traditionnels, leur

1 L'institut RIA est une association de la société civile mexicaine militant pour une réforme des politiques drogues dans une perspective de respect des droits humains, du développement et de la justice sociale.

permettant de tout à la fois cultiver, produire, transformer et vendre.

Il semblerait que ce projet suscite l'avidité de grandes compagnies cannabiques canadiennes. Pensez-vous que cela puisse avoir un impact sur les choix de réglementation ?

Cela a été un sujet d'inquiétude au sein d'une partie de la société civile mexicaine, parce que nous avons observé beaucoup de similarités entre le modèle de régulation canadien et ceux qui ont été proposés au Mexique. Nous sommes préoccupés par le maintien de certaines sanctions et d'une forme de prohibition au Canada qui, selon nous,

continue à criminaliser les usagers de cannabis. Or, nous devons avoir une véritable décriminalisation à la base de la réglementation du marché. L'autre motif de préoccupation concerne les droits des communautés de cultivateurs longtemps affectées par la prohibition dans une démarche de justice sociale et de réparation. Il est essentiel à nos yeux d'assurer la transition des communautés de fermiers traditionnels qui cultivent déjà du cannabis de manière illégale vers un cadre normatif légal avec des droits et la possibilité d'obtenir de meilleurs revenus.

Un des enjeux se situe-t-il également au niveau des exigences de traçabilité ?



© Pedro Pardo/AFP

Au Mexique, un texte entent réglementer le marché du cannabis en se concentrant sur trois voies d'accès au produit : la culture pour usage personnel, des associations cannabiques limitées et un marché régulé et notamment basé sur la production par des fermiers traditionnels.

C'est en effet face aux dispositions de la proposition relatives aux graines, à la traçabilité et au packaging, que nous percevons les plus grandes difficultés quant à l'accès au marché, pour les communautés de cultivateurs. La loi propose notamment que toute graine puisse attester d'une source licite, ce qui signifie que nous devons toutes les importer. C'est très préoccupant car, au Mexique, des générations ont cultivé du cannabis et nous disposons de variétés génétiques bien adaptées aux différents microclimats et parties du pays. C'est donc ignorer cet aspect et cela signifie que des firmes étrangères détiendraient le contrôle des graines que nous plantons. Il est également question de mettre en place un système de traçabilité de la graine à la vente (*seed to sale tracking*). Un tel système existe aux États-Unis où plusieurs États ont réglementé le cannabis selon leurs modalités respectives. De cette manière, si du cannabis provenant du Colorado est découvert au Nebraska, on peut en retrouver l'origine. Une telle mesure n'est pas nécessaire au Mexique.

Il est essentiel à nos yeux d'assurer la transition des communautés de fermiers traditionnels qui cultivent déjà du cannabis de manière illégale vers un cadre normatif légal avec des droits et la possibilité d'obtenir de meilleurs revenus.

Mais ils essayent de promouvoir cette idée comme si c'était à cet endroit de la filière de production qu'un contrôle de qualité devrait être établi. Pour nous, une véritable politique de contrôle et d'analyse de la qualité doit prendre place sur le produit fini avant sa commercialisation. De plus, le législateur veut imposer, en matière de packaging, des normes très strictes auxquelles nous pensons que seules les grandes firmes pourront se conformer. Les emballages devront être tout à la fois biodégradables, recyclables et sécurisés pour les enfants. Toutes ces mesures semblent pertinentes et, pour ceux qui se préoccupent de l'environnement, constituent de bonnes pratiques. Mais, en fait, les petits cultivateurs ne pourront pas être concurrentiels. Ce sont des charges trop importantes pour eux. Il est ridicule de penser que l'on puisse imposer de telles normes à un marché et une industrie émergents, auxquels nous voulons que les petits acteurs puissent prendre part. On n'exige pas la même chose de Coca-Cola qui vend ses produits en plastique tout le temps. C'est injuste!

Vos revendications incluent-elles également un enjeu socioculturel ?

Nous avons beaucoup milité pour un aspect de la loi, que nous considérons comme une victoire et pour lequel nous pensons qu'il faudrait aller plus loin : le pourcentage de licences réservées aux *campesinos*, ou communautés rurales. Dans le premier projet, il s'agissait de 20 %. Nous en sommes maintenant à 40 % et souhaiterions monter à 80 %. Il faut vraiment lancer ce marché en privilégiant ces communautés. Avec le temps, ce pourcentage pourrait être

Le Mexique est un vaste pays, très diversifié et encore très conservateur par endroits. Permettre aux gens de se rassembler et de pouvoir parler de leur consommation de cannabis, c'est briser les tabous.

réduit pour faire entrer plus de compagnies. Pour en revenir aux sociétés canadiennes, j'espère vraiment que les législateurs conviennent qu'ils doivent établir une loi en faveur des Mexicains et non des firmes étrangères. Bien entendu, elles font entendre leurs voix mais il semble qu'elles ne soient pas toujours écoutées. Parce qu'alors elles auraient plaidé pour l'intégration verticale mais c'est une mesure déjà négociée et qui ne changera pas. Là où elles ont peut-être exercé de l'influence, c'est au sujet des graines et du packaging, ainsi que sur les sociétés désireuses de vendre leurs systèmes de traçabilité. En fait, si on pouvait changer ces points, cela rendrait les choses bien meilleures pour les Mexicains.

Vous avez mis en place une large coalition d'acteurs de la société civile afin de promouvoir votre vision en matière de politique des drogues et accompagner le processus législatif. Comment s'est organisé le dialogue avec les autorités ?

Au moment où le gouvernement a gagné les élections en juillet 2018,

nous avons commencé par réunir une dizaine d'organisations dont certaines ne sont pas actives dans la thématique des drogues comme des associations de droits humains ou féministes. Ensemble, nous avons mis sur pied une coalition citoyenne pour une réforme de la politique en matière de drogue; nous l'avons appelée *#RegulaciónPorLaPaz* (régulation pour la paix) parce que nous considérons que la réglementation légale du cannabis (et éventuellement des plantes de pavot) est l'une des étapes principales et essentielles du processus de consolidation de la paix. Elle rassemble aujourd'hui plus de 150 membres. Nous avons alors instauré une forme de dialogue régulier avec les législateurs. Tout au long du processus, une délégation spécifique s'est employée au plaidoyer auprès des représentants politiques et nous avons multiplié les rencontres avec les secrariats techniques des comités chargés de la rédaction de la loi. Un autre pan de nos activités vise à fédérer un large mouvement citoyen qui mobilise des personnes au-delà des organisations. Le Mexique est un vaste pays, très diversifié et encore très conservateur par endroits. Il y a beaucoup de stigmatisation, de préjugés et, en dehors de Mexico City, beaucoup de désinformation. Permettre aux gens de se rassembler et de pouvoir parler de leur consommation de cannabis, c'est briser les tabous. Le 15 mars marquait le centenaire de la loi interdisant la production et la vente de marijuana au Mexique. En espagnol, nous avons une expression qui dit *No hay mal que dure cien años* (aucun mal ne dure cent ans). Il est vraiment temps de démanteler ce système de prohibition. 🌿

César Manrique, l'artiste environnementaliste

Au cœur des Canaries, Lanzarote célèbre le centième anniversaire de la naissance de son artiste fétiche: César Manrique. Son œuvre mêle philosophie et protection de l'environnement, telle une ode à la nature brute de cette île volcanique.

Par Achille Verne
Journaliste

Durant un an, l'île canarienne de Lanzarote a rendu hommage à César Manrique, artiste né en 1919 à Arrecife, adepte de la peinture non figurative et de la sculpture monumentale, zélateur de New York, contemporain d'Andy Warhol et de Rauschenberg, mais aussi acteur-clé de la protection de l'environnement. À Lanzarote, César Manrique est partout: aux ronds-points des nationales, aux portes de l'océan Atlantique, au cœur des loisirs. Miradors, fresques, sculptures et mobiles jalonnent le paysage lunaire de l'île, symbolisant la fusion de la terre, de la pierre et du métal.

La Maison du Volcan, la résidence de l'artiste devenue le siège de la Fondation César Manrique, marie pour sa part l'architecture traditionnelle de l'île à des éléments radicalement contemporains. «Construite sur une coulée de lave», expliquent les gardiens de ce temple minéral situé

à Tahiche (est de l'île), «elle constitue une synthèse harmonieuse entre une conception moderne de l'espace architectural et la tradition de l'architecture populaire de Lanzarote. Elle est basée sur le dialogue entre l'édifice et la nature, qui s'appuie sur la communication et un respect permanent». César Manrique n'avait cependant rien d'un ermite. Il aimait profondément les plaisirs de la vie. À Tahiche, l'artiste se découvre ainsi mû par un épicurisme teinté de pop woodstockien, avec un aller-retour d'amitiés tantôt solides, tantôt charnelles, qui donne une résonance festive à sa production.

Œuvre invisible

À Lanzarote, on assure toutefois que l'œuvre magistrale de Manrique est «invisible». Ou plutôt qu'elle est partout et nulle part, mêlée à l'ADN de cette terre demeurée en grande partie brute et sauvage. Si Lanzarote est res-

tée belle en dépit de l'urbanisme cannibale qui ronge en certains endroits sa chair cendrée, c'est en effet grâce à César Manrique. Celui qui écrit dans son journal: «C'est à Lanzarote que se trouve ma vérité», a pris le pari de la partager sans la dévoyer. Revenu sur l'île à la fin des années 1960 après avoir tourné le dos à New York, il apprivoise son environnement mais ne cherche pas à le mater. Lanzarote s'achemine alors vers une économie de type touristique. Elle veut s'arracher à la pauvreté qui colle aux basques des territoires restés en banlieue du développement économique. Manrique lui apporte en plus une vision. «Manrique, écrit son biographe Fernando Ruiz Gordillo, comprit que grâce à leur valeur naturelle et à leur beauté, les paysages de l'île pouvaient devenir sa principale source de

richesse, bien qu'il craignit également que, en raison de leur extrême fragilité, des interventions malheureuses puissent les endommager de façon irréversible. [...] C'est ainsi que l'artiste a démontré sa grande habileté: unir la production d'éléments pour le plaisir visuel du touriste et la conservation du paysage.»

César Manrique n'a rien d'un rebelle, d'un de ces maudits qui combattent les establishments à coups de pinceau épineux. Manrique aimait au contraire la vie bourgeoise et les honneurs. Ces traits de caractère l'ont manifestement aidé à convaincre le gouvernement provincial des Canaries de le suivre. En 1993, un an après la mort de l'artiste dans un accident de voiture, l'Unesco a consacré ce travail conjoint en déclara-



© Manuel Cohen/FP

L'artiste espagnol César Manrique utilise sa créativité pour fondre son art dans la nature sauvage de Lanzarote, mais aussi pour sensibiliser à la préservation de l'environnement.

rant Lanzarote réserve mondiale de la biosphère.

Bouillonnements de lave

Un quart de siècle plus tard, l'œuvre de César Manrique n'a jamais été aussi actuelle. Le Jardin de Cactus, la Fondation à son nom (Taro de Tahíche), Jameos del Agua... rappellent qu'on a cherché ici à marier le loisir au respect de la nature, bien avant le tourisme durable. «Cela a permis, écrit encore Fernando Ruiz Gordillo, de créer une image de marque qui, en intégrant la géographie et la culture, serait compétitive sur le marché touristique, et aussi un signe d'identification d'une exceptionnelle nouveauté, car Lanzarote prétendait offrir un nouveau rapport de l'homme avec son environnement, basé non plus sur l'agression mais sur le dialogue.» Ce but-là demeure toutefois un idéal : on construit toujours et beaucoup au sud de l'île, tout au long de la Playa Blanca et de son sable fin. Mais à quelques kilomètres de là, Lanzarote peut se faire subitement animale, une terre en joute permanente avec la vigueur de l'Atlantique. Ce sont les rouleaux de Famara, les volcans de Timanfaya, l'atmosphère de bout du monde d'Orzola.

Les démons de l'immobilier

Lanzarote n'en a toutefois pas fini avec ses démons. En 2018, dans les colonnes du *Monde*, la porte-parole de Greenpeace Espagne expliquait qu'il y a vingt-deux hôtels illégaux à Lanzarote et Fuerteventura, aux îles Canaries. Mais certains ont été

déclarés biens d'intérêt culturel pour éviter la démolition, d'autres ont négocié avec l'administration pour compenser cette infraction en échange de terrains encore vierges qu'ils possédaient». Pilar Marcos ajoute : «Jusqu'à présent, rares sont les hôtels ou les bâtisses imposantes ayant été détruits du fait de l'application de la loi Littoral. Ce sont plus les petits pêcheurs qui en ont pâti...»

Ces dernières années, la crise est venue bien malgré elle au secours de l'environnement en calmant les appétits immobiliers. L'argent a manqué. Un excédent d'offre a fait baisser les prix des loyers et convaincu certains propriétaires de retirer leurs biens du marché touristique. Nombre d'agences immobilières ont fermé. Le confinement imposé par le coronavirus devrait prolonger cette tendance.

À Lanzarote, il est un endroit et une manière d'être au monde qui résumant bien César Manrique. Ce ne sont pas des pelouses au gazon millimétrique qui s'étalent devant les grandes baies vitrées de sa Maison du Volcan, à Tahíche, mais ces bouillonnements de lave figée par les embruns atlantiques. Manrique avait choisi d'inscrire sa demeure aux lignes épurées et modernes dans cet apparent chaos, dans ce paysage irréel né de la violence éruptive de la terre. Un champ noir que n'aurait pas réussi à aplanir la herse d'un géant mythologique. 🌿

Série Décolonisation du regard

« Nous vivons dans une société d'étiquettes »

Conteur professionnel d'origine camerounaise, Apollinaire Djoumou fait confiance à la symbolique et à la puissance du récit pour libérer nos inconscients des stéréotypes qui continuent d'y surnager. La décolonisation du regard passe aussi par les profondeurs de notre cerveau.

Par Julie Luong
Journaliste

Décoloniser le regard passe-t-il par l'imaginaire ?

Qui dit narration, dit transmission. Or, les événements se transmettent à la fois consciemment et inconsciemment. C'est pourquoi le conte me semble le média le plus approprié pour parler de ces choses. Le langage que je propose est compréhensible pour ceux qui sont capables d'écouter : je conte des récits venus d'ailleurs, et venus d'avant, mais qui subissent les changements, les transformations de notre monde.

D'où vous vient ce rapport aux histoires ?

Je suis scientifique de formation, mais dès mon plus jeune âge, je me suis intéressé à la tradition. J'étais le seul parmi les enfants de mon père à m'intéresser aux danses traditionnelles, je l'accompagnais partout dans les veillées et je faisais rire

les gens. Pendant mes études scientifiques, je faisais déjà du théâtre, mais c'est en arrivant en Belgique, il y a vingt ans, que je me suis spécialisé dans l'art de raconter des histoires.

Comment le regard de la Belgique sur son passé colonial a-t-il évolué en vingt ans ?

Je travaille beaucoup avec les enfants et je pense tout simplement qu'il faut arrêter de les tromper. Les enfants doivent comprendre d'où ils viennent, pourquoi le monde est tel qu'il est aujourd'hui. Quand je parle avec des gens de ma génération, je me rends compte que beaucoup ne savent tout simplement pas ce qui s'est réellement passé. Comment demander à des gens qui ne sont pas au courant de pouvoir transmettre des choses ? Moi, je fais confiance à la symbolique, car la symbolique va toucher les gens dans l'inconscient.



« C'est l'émotion qui change la société », estime le conteur Apollinaire Djoumou.

Grâce à elle, nous sommes amenés à nous poser des questions, même en marchant, même en dormant, même dans deux ans, même dans trois ans.

Connaître l'histoire de la colonisation ne suffit pas : faut-il la sentir, la ressentir ?

Quand vous demandez aux enfants d'écouter une histoire, vous ne leur demandez pas d'être responsables

de l'histoire, mais bien d'écouter ce qui s'est passé, d'être conscients et de ne pas être des vecteurs de fausses croyances. Ni eux ni moi ne sommes responsables de l'histoire qui a eu lieu, mais si nous ne jouons pas notre part dans sa transmission, nous pouvons le devenir. Par exemple, on ne sait pas d'où je viens. On me dit africain, mais il y a toute une charge de préjugés derrière ce mot, une vision néocoloniale. Car au fond, combien de Belges connaissent l'Afrique ? Son histoire, ses cultures, nos héros, nos combattants ? Tout ce que l'on connaît, ce sont les présidents dictateurs. Bien sûr, c'est plus facile avec les enfants, car ils n'ont pas d'idées toutes faites, ils se laissent aller. C'est pour ça qu'une histoire les transporte. On touche les gens avec ce qu'on dit. Si vous vous contentez de montrer des graphiques, il y en a beaucoup qui ne comprendront pas. C'est l'émotion qui change la société. C'est pourquoi je pense aussi que les histoires n'arrivent pas au hasard : elles choisissent le lieu, l'instant.

Depuis une dizaine d'années, vous intervenez, en tant que conteur au musée de Tervuren. Qu'est-ce qui reste problématique aujourd'hui dans le traitement muséal de la colonisation ?

Si j'ai accepté d'y travailler, c'est parce que je veux contribuer à faire avancer les choses et non pas me mettre à l'arrière en disant ce qu'il aurait fallu faire. Je reconnais la grande qualité du travail réalisé par l'équipe

pédagogique. Mais quand on parle aujourd'hui de ce musée en disant «musée de l'Afrique», par exemple, cela me gêne. C'est très insultant, car on n'y parle ni du Cameroun, ni du Tchad, ni de l'Éthiopie. Réduire l'Afrique à son histoire avec la Belgique, je n'ai pas de mot pour ça. Mais je ne veux pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

Le conte est-il cet outil de médiation nécessaire ?

Le conte est un outil formidable, mais il peut aussi subir l'esprit colonial. Quand on commence à dire que les Africains sont de grands conteurs, cela me heurte. Je pense plutôt que les conteurs africains peuvent être de grands conteurs. Et puis la question, c'est surtout : qu'est-ce qu'on transmet ? Est-ce qu'on transmet ce qu'on est allé chercher ou ce qui nous est tombé dessus par facilité, par paresse ?

Voulez-vous dire que le récit n'est pas vertueux en soi ?

Oui, et ça commence à la maison. Comment se fait-il qu'aujourd'hui, un enfant de 7 ans puisse venir vers moi dans la rue et commencer à me parler avec un «accent africain» ? Qu'est-ce qui se raconte derrière les portes pour que cela puisse arriver ? Quel type de récit ? Quand un Européen vous dit : «Moi, j'ai un ami congolais qui préférerait la période coloniale», vous êtes malade pendant au moins huit jours. Parce que quelqu'un a dit ça, la colonisation serait une bonne chose ? Non, c'était un crime !

Est-il difficile pour un artiste d'origine africaine de mettre son identité d'artiste au premier plan ?

Aujourd'hui, je connais mieux la société belge que la société africaine : si j'ai des critiques à formuler – et qui aime bien, châtie bien –, c'est envers la société belge. L'Afrique, je n'en ai que des souvenirs. Or on ne peut pas faire bouger une société avec des souvenirs. Mon travail est là : je n'ai pas à servir de zoo à ceux qui veulent assouvir leur soif d'exotisme. Quand je suis arrivé en Belgique, j'étais camerounais, mais maintenant, je me revendique aussi belge. Je ne renie pas mon africanité. Ce qui peut être déroutant, c'est qu'on vous pousse toujours à faire un choix. C'est pourquoi j'aime bien l'identité multiple défendue par l'écrivain Amin Maalouf : aujourd'hui, je pense qu'il ne faut pas choisir, qu'on ne peut pas choisir. On vient d'ailleurs, mais nous sommes d'ici. Quand on me dit : «Vous, en Afrique...», je pourrais répondre : «Vous, en Belgique...» Il me semble que la moindre des choses est de laisser la personne définir qui elle est et d'où elle vient ; ce n'est pas à vous de lui coller une étiquette. Et pourtant, nous vivons dans une société d'étiquettes. Parfois, on vous dit même ce que vous ressentez... Mais je fais partie de ceux qui pensent qu'il y a de l'espoir. Les choses avancent et avanceront malgré tout, même si certaines personnes ne le souhaitent pas. Il est possible de construire un avenir meilleur, et c'est ce qui m'importe. ✿

« En avant dans le passé »

Après avoir exploré la permanence de la tentation théologico-politique dans *Le Dieu mort-né*, le philosophe Mark Lilla entreprend de retracer les origines de la pensée réactionnaire contemporaine dans *L'Esprit de réaction*. L'intellectuel américain part du constat que « notre compréhension du réactionnaire [...] reste extrêmement primitive ». Ce que nous ne pouvons plus nous permettre à l'heure où les réactionnaires de tout poil sont de plus en plus influents, ou sont déjà au pouvoir, de Trump à Modi, de Poutine à Orban, des variétés de l'islamisme radical à celles de l'extrême droite... Les exemples sont malheureusement légion.

Lilla montre que l'esprit de réaction n'est pas simplement causé par l'ignorance, mais possède aussi sa propre tradition intellectuelle, qu'il est devenu essentiel de comprendre. Après avoir disséqué l'œuvre de trois penseurs ayant exercé une influence incontestable sur la pensée réactionnaire contemporaine, Lilla présente deux grands courants réactionnaires : d'abord, la droite religieuse chré-

tienne, dans ses nombreuses variantes, toutes nostalgiques d'un passé idéalisé ; ensuite, une extrême gauche orpheline de la révolution, n'hésitant pas à faire siennes les idées du penseur nazi Carl Schmitt. Enfin, deux chapitres portent sur des développements récents en France : la publication d'un livre du polémiste Éric Zemmour et celle du roman *Soumission* de Houellebecq, ce dernier étant sorti le jour même des attentats contre *Charlie Hebdo*. Lilla analyse brillamment les



Une invitation un brin provocatrice à la vigilance

Comment aborder de manière inédite la question du populisme et les dangers de l'extrême droite pour la démocratie ? C'est l'un des objectifs poursuivis par cet intéressant essai. Dans un premier temps, Guillaume Lohest nous fait partager, sous forme de journal, ses réflexions alimentées par l'actualité d'août et octobre 2018, en particulier la figure de Steve Bannon et ses projets pour l'Europe, pointant l'inquiétante dimension internationale que revêt cette déferlante antidémocratique qui menace nos sociétés.



Mais l'originalité de cet ouvrage réside dans la volonté de l'auteur de se demander en quoi certaines postures dites progressistes et de gauche pourraient malgré elles contribuer à l'affaiblissement de la démocratie. Ainsi, dans la seconde partie, une « liste de provocations à usage personnel et collectif » énumère les dix pièges à éviter, dans la défense des principes et valeurs démocratiques. Il y aborde entre autres l'ambiguïté des termes « populisme » et « antisystème » ainsi que le risque que représente le recours aux raisonnements binaires ou aux slogans réducteurs. L'auteur

traits communs de la pensée réactionnaire, sous toutes ses formes et nous met en garde contre ses dangers politiques : pour l'«esprit naufragé» du réactionnaire, face à la «catastrophe» qu'est le monde contemporain, «seule une apocalypse peut nous sauver». C'est une lecture parfois ardue, mais toujours passionnante. Volontiers ironique, l'auteur fait preuve d'une vaste culture qui lui permet de démontrer aisément les erreurs de la pensée réactionnaire. Une réflexion profonde sur les origines et l'actualité de la pensée réactionnaire. (ff)

Mark Lilla, «L'Esprit de réaction», Paris, Desclee de Brouwer, 2019.

Prix : 16,90 euros

Publié aux États-Unis en 2016 sous le titre «The Shipwrecked Mind: On Political Reaction»



nous propose en quelque sorte de «faire l'autocritique de nos attitudes et de nos discours», nous appelant à ne pas fuir la complexité mais plutôt les simplismes et les généralisations et à privilégier un langage sans équivoque dans l'énoncé de nos positions. «L'objectif de ce petit livre n'est pas de proposer une théorie mais de partager un coup de tête et d'interroger nos propres attitudes», écrit Guillaume Lohest. Objectif atteint! (ac)

Guillaume Lohest, «Entre démocratie et populisme. 10 façons de jouer avec le feu», Couleur livres/Les Équipes populaires, 2019, 108 pages. Prix : 10 euros



Ceci n'est pas un trouble mental


Expert ès théories du complot, Rudy Reichstadt dissèque dans ce phénomène en progression qui, loin d'être inoffensif, «falsifie l'histoire» et «parasite le fonctionnement de la démocratie». Fondateur et directeur du site de référence Conspiracy Watch, il propose, dans un essai dense, un panorama actuel des théories du complot, du conspirationnisme et de leurs avatars. En s'inspirant dans son titre à la fois Raymond Aron (pour qui le marxisme est *L'Opium des intellectuels*) et August Bebel (le socialisme des imbéciles étant l'antisémitisme de gauche), l'auteur s'efforce ici d'illustrer concrètement la nocivité de ces théories. Pour lui, leur «expansion n'est pas seulement le symptôme d'une crise de la démocratie libérale, elle en est aussi un facteur d'aggravation à part entière. Sur le marché noir des idées douteuses, les théories du complot s'échangent avec la même frénésie que les superstitions, les pseudosciences, les nouvelles spiritualités et les idéologies radicales». Rudy Reichstadt fournit quantité d'exemples contemporains, avec en exergue les attentats islamistes du 11 septembre 2001, car cet épisode apparaît comme fondateur du conspirationnisme de l'époque. À cet égard, l'auteur insiste : «Le complotisme n'est pas un trouble mental. C'est un discours politique». Et il en retrace la logique, des théories anciennes visant les francs-maçons ou les Juifs à celles d'aujourd'hui. L'auteur souligne aussi la convergence vers certains courants politiques, organes de presse ou universitaires qui alimentent ou «ménagent» les théories du complot. Ce livre, en alternant les illustrations concrètes et la démonstration théorique, constitue sans doute le meilleur antidote à la propagation de l'imposture complotiste. Une démarche qui consiste à «capter, au profit d'un obscurantisme qui ne dit pas son nom, le prestige associé au scepticisme éclairé, à la démarche critique et à la méthode scientifique». (ph)



Rudy Reichstadt, «L'Opium des imbéciles», Paris, Grasset, 2019, 192 pages. Prix : 17 euros

Périr d'avoir raison

Par Véronique Bergen
Philosophe




Enfin sorti de l'isolement dans la prison de Belmarsh où il est torturé physiquement et mentalement, Julian Assange n'est pas pour autant hors de danger. Seule une mobilisation massive pour lui offrir un droit d'asile pourrait sauver le fondateur de WikiLeaks d'une mort programmée.

Le monde craque. Les apôtres de la mondialisation en font une vaste colonie pénitentiaire soutenue par le cybercontrôle, la mise à l'ombre des lanceurs d'alerte et l'assassinat des militants. Aux peuples qui se soulèvent, les États aux abois répondent par la répression la plus brutale. Privé de liberté pour avoir combattu en faveur des nôtres, Julian Assange se meurt. L'Angleterre a son Guantanamo, la prison de Belmarsh où est torturé celui qui a dénoncé les crimes de guerre, les mensonges d'État. L'imposture des démocraties qu'il a mise au jour avec WikiLeaks est attestée, confirmée par les conditions de détention qu'il endure. C'est d'avoir raison qu'il doit périr.

Torturer Assange, violer les Droits de l'homme afin de le détruire, c'est intimider les journalistes qui voudraient prendre sa relève, leur intimer que quiconque révélera aux citoyens des menaces qui pèsent sur leurs libertés, sur l'environnement, sera jeté sur le bûcher high-tech de la répression, privé de protection juridique. Au-delà du drame poignant d'un homme persécuté depuis 2012, dont la santé physique et

mentale se dégrade, laissant craindre le pire, c'est la liberté de la presse présente et à venir qui est muselée. Dans la novlangue hégémonique, les journalistes défenseurs des libertés publiques sont nommés traîtres. Toutes les diffamations (rumeurs de viol, servir le jeu de Poutine...) ont été bonnes pour mettre K.-O. celui qui a dévoilé ce que Zizek appelle le complexe militaro-cognitif, le mégacontrôle des populations.

Julian Assange est le symbole qu'il faut abattre. Prisonnier politique, il présente de nombreux symptômes de tortures psychologiques et physiques après des années de réclusion inhumaine à l'ambassade d'Équateur de Londres. Grâce aux mobilisations internationales, au soutien des détenus de Belmarsh, Assange est sorti de l'isolement le 24 janvier. À l'heure où j'écris ces lignes, la justice britannique a suspendu l'examen de la demande d'extradition vers les États-Unis, laquelle signerait la mort de Julian Assange, sa possible condamnation à 175 ans de prison, le pays ayant retenu dix-huit chefs d'inculpation. Alors que la pandémie de Covid-19 fait rage et menace particulièrement les détenus, Assange a été débouté de sa demande de libération sous caution. Mobilisons-nous pour Assange, contre son extradition et pour lui offrir un droit d'asile. Luttons pour qu'il soit libéré et obtienne l'asile politique avant qu'il ne soit trop tard. ✦





Pompes Funèbres Générales de Belgique s.a

Entreprise familiale depuis 1875 TIELEMANS - RAULIER - DELRIEU

Chaussée d'Alseberg 19 - 1060 BRUXELLES
Tél : 02/537.05.64. - pfgb.brussels@gmail.com

Funérailles Wyns

Transferts,
Funérailles, Créations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél : 02 538 15 60
GSM : 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre Et Bordet)

Contact : Dominique Peeren



SOCIETE BELGE POUR LA CREMATION

Association sans but lucratif

Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crématoire. Faites-vous membre

Assistance, complète
et désintéressée

**DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT**

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Annonces

Film, émissions, campagne WeMedia... les bonnes énergies

Fonds Erasme
POUR LA RECHERCHE MÉDICALE

PLUS D'INFOS : WWW.FONDSEAMSE.ORG

APPEL AUX DONS POUR MIEUX COMBATTRE LE COVID-19

1 million d'euros sont nécessaires pour transformer des unités d'hospitalisation de l'Hôpital Académique Erasme en unités « COVID-19 » non-intensives.

Vous pouvez soutenir cette démarche dictée par l'urgence de la situation en faisant un don sur le compte :

Université libre de Bruxelles
 BE79 2100 4294 0033
 Avenue Franklin Roosevelt, 50
 1050 Bruxelles
Communication :
 Fonds Erasme : Soutien Coronavirus



libres, ensemble

ESPACE de libertés

Éditeur responsable

Jean De Brueker

Directeur de la publication

Hervé Parmentier

Rédactrice en chef

Sandra Evrard

Secrétaire de rédaction

Amélie Dogot

Production

Fabienne Sergoyne

Illustrations

Philippe Joisson

Graphisme

YEBOgraphics

Imprimeur

Kliemo

Fondateur

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique : 20 € • Étranger : 32 €
 par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236

Boulevard de la Plaine
 1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 • Fax : 02 627 68 01

E-mail : fabienne.sergoyne@laicite.net

www.laicite.be

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique -
 Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la
 Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Centre d'Action Laïque s'engage à ce que la collecte et le traitement
 de vos données soient conformes au règlement général sur la protec-
 tion des données (RGPD), adopté par le Parlement européen le 14 avril
 2016 (règlement n° 2016/769). Plus d'infos : www.laicite.be/vi-privee



LIBRES, ENSEMBLE, VOTRE RENDEZ-VOUS RADIO ET TÉLÉ DE LA LAÏCITÉ

Même confinée, l'équipe des émissions « Libres, ensemble » continue à donner la parole aux travailleurs sociaux qui poursuivent leur accompagnement des populations les plus fragilisées ainsi qu'à des philosophes, sociologues, politologues, soit celles et ceux qui nous permettent de prendre du recul sur la crise sanitaire actuelle.

RÉSEAUX SOCIAUX

Toutes les interviews se trouvent sur :

Facebook : @LibresEnsembleCAL

Youtube : Centre d'Action Laïque

TÉLÉVISION

Vous pourrez également découvrir ces interviews les **mardis 12 et 26 mai en fin de soirée sur La Une** (rediffusions les lundis 18 mai et 1^{er} juin à 23h45 sur La Trois).

Rendez-vous aussi les **dimanches 3, 17 et 31 mai à 9h20 sur La Une** pour nos émissions-débats de 28 minutes.

RADIO

Votre rendez-vous de la laïcité est fixé **chaque samedi à 20h sur La Première**. Chaque semaine, nous tenterons de décrypter la crise actuelle, ses conséquences et la manière d'envisager le monde de demain.



*Libres,
ensemble*



Libres, ensemble

B E L G E S

La distance fait la force. Restez chez vous. Sauvez des vies.

La presse tient à remercier le personnel médical et toutes les personnes
qui prennent soin de nous.